



ASSISES EUROPÉENNES
DE LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE®












+



100 % **DIGITAL**
& **GRATUIT**

Sommaire

Édito	3
 LES PLÉNIÈRES	5
 LES ÉVÈNEMENTS PARTENAIRES	23
 INSPIRATIONS	27
 CHALLENGES	89
 SPEED DATING	109
 LE SALON VIRTUEL DES ASSISES	133
 VISITES	135
 LE CARREFOUR DES MÉTIERS	141
 LE OFF	145
Remerciements	149



Totalement inédite dans son format 100 % digital, cette 22^e édition des Assises européennes de la transition énergétique prend plus de sens encore dans le contexte de crise sanitaire mondiale que nous vivons toutes et tous depuis près d'un an.

Avec nos partenaires de l'ADEME, de Bordeaux Métropole et du Grand Genève, avec l'ensemble des acteurs du monde industriel, du marché de l'énergie, de l'économie circulaire et du secteur associatif présents sur les Assises, nous avons cette année une opportunité unique de bâtir des stratégies de relance plus vertueuses face à l'enjeu climatique et de penser ensemble un monde plus juste, plus écologique, plus résilient.

C'est aujourd'hui plus que jamais dans nos territoires que s'expérimentent et se construisent les transitions vers le monde de demain, en lien direct avec les habitants, dans le domaine de la mobilité, de l'industrie, de l'urbanisme ou du cadre de vie.

À l'avant-garde de la transition énergétique, la Communauté urbaine de Dunkerque a pour sa part l'ambition de conforter son rôle de démonstrateur de l'industrie décarbonée du XXI^e siècle. Le plan d'investissement de près de 300 millions d'euros obtenu grâce à notre reconnaissance par l'État en tant que « Territoire d'innovation », va nous permettre d'amplifier notre programme de récupération de la chaleur fatale issue des activités industrielles, de développer la production d'hydrogène vert à grande échelle pour l'industrie et les transports, de travailler très concrètement à l'amélioration et à un meilleur contrôle de la qualité de l'air dans notre agglomération.

Première plateforme énergétique européenne, le Dunkerquois fait aussi le pari des énergies renouvelables et de l'éolien off-shore, et porte une ambition collective qui réunit acteurs publics et privés autour d'un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2040.

Depuis plus de 20 ans, les Assises européennes de la transition énergétique défrichent, innovent, accélèrent les dynamiques portées par nos territoires pour être à la hauteur des enjeux climatiques, économiques et sociaux de notre époque. Ce travail, nous le devons aussi à l'ensemble de nos partenaires, publics et privés, qui cette année encore, malgré la pandémie et dans un contexte économique difficile, se sont mobilisés pour que vive cette 22^e édition. Nous les remercions pour leur engagement et pour leur détermination dans la mise en œuvre de la transition énergétique.

Dans l'attente de pouvoir vous retrouver de nouveau à Dunkerque, je vous remercie chaleureusement de votre participation aux Assises 2021.

Bon travail à toutes et à tous.

Patrice Vergriete

Président de la Communauté urbaine de Dunkerque
Maire de Dunkerque

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Vergriete'.



PLÉNIÈRES

01

Ouverture

Mardi 12 janvier
09.30 - 09.45

Intervenants

Patrice Vergriete, Maire
de Dunkerque, Président
de la Communauté
Urbaine de Dunkerque

Barbara Pompili,
Ministre de la Transition
écologique (sous réserve)

Arnaud Leroy, Président
de l'ADEME

Sébastien Javogues, Vice
Président du Genevois
Français
Un élu de Bordeaux
Métropole



02

Mardi 12 janvier
10.00 - 11.00

Intervenants

Mathilde Imer,
Observatrice de la
convention citoyenne
pour le climat

Guillaume Perrin, en
charge de l'activité «
réseaux de chaleur et de
froid » à la FNCCR

Arnaud Leroy, Président
de l'ADEME

Stéphane Signoret,
Expert, Suo Scienze

Quoi de neuf ?

Actualité technique, législative et réglementaire des 18 derniers mois.

Après un entretien avec une observatrice de la Convention citoyenne pour le climat, les nombreuses actualités seront abordées par les intervenants parmi lesquelles, en priorité : SNBC, PPE, ACTEE, Plan de relance.

Mais aussi loi LOM, loi élan/décret tertiaire, loi énergie-climat, loi EGALIM, RE 2020, loi de finances, directives européennes en préparation ou récentes, et faits marquants en termes d'avancée technologique.

03

Mardi 12 janvier
11.15 - 12.00

Intervenants

Patrick Viveret,

Philosophe, économiste,
 cofondateur des
 rencontres
 internationales «
 Dialogues en humanité »
 et auteur de nombreux
 ouvrages dont « Les
 nouveaux facteurs de
 richesse » et « Fraternité,
 j'écris ton nom ! ».

Geneviève Azam,

Économiste, ancienne
 maître de conférences à
 l'Université de Toulouse,
 membre du Conseil
 scientifique d'Attac.
 Dernier essai : « Lettre à
 la Terre. Et la Terre
 répond ».

Faire face à un monde de polycrises : le point de vue d'un philosophe engagé et d'une économiste altermondialiste

Nous sommes parvenus, à force de croissance irréfléchie et non régulée, à un moment critique de l'aventure humaine, celui où il nous faut affronter simultanément plusieurs crises, économique, financière, écologique, climatique et maintenant sanitaire.

Toutes sont systémiques et globales : chacune de ces crises impacte les autres, aucun pays n'est à l'abri sauf à se murer sur lui-même.

Que révèlent sur nous, sur notre société et sur l'humanité ce « temps des polycrises » et leurs cortèges de conséquences sociales et économiques ?

Qu'impliquent-elles notamment en termes de politique publique de résilience pour la France, pour l'Europe et pour le Monde ?

La nécessaire transition écologique et énergétique est-elle une réponse appropriée ? Pour qu'elle soit à la mesure des enjeux, ne faut-il pas un changement radical de nos comportements à tous les niveaux, personnels, sociétaux et collectifs ?

Pour décrypter la complexité de notre époque, écoutons les réflexions d'un philosophe et d'une économiste, tous deux à la fois observateurs de ces polycrises et engagés dans la transition vers une société plus soutenable et plus solidaire.

Mardi 12 janvier
14.00 - 15.30

Intervenants

François-Xavier Testard-Vaillant, Point Contact
 National Énergie

Stéphane Viallon,
 Banque Européenne
 d'Investissement,
 Responsable Secteur
 Public France -
 Département Europe de
 l'Ouest

Olivier Sichel, Directeur
 de la Banque des
 Territoires

Christian De Perthuis,
 Professeur d'économie à
 l'Université Paris
 Dauphine - Fondateur de
 la Chaire Économie du
 Climat

Bruno Rebelle,
 Transitions (animateur)

Le Green Deal : vraie opportunité ou fausse promesse pour les territoires ?

Le Green Deal - Pacte vert pour l'Europe - propose un plan d'action pour une utilisation efficace des ressources. En mobilisant au moins 100 milliards d'euros sur la période 2021-2027, il porte l'ambition de promouvoir une transition juste et inclusive.

Pour atteindre la neutralité carbone en 2050 :

- L'innovation dans l'industrie ;
- Des moyens de transport privé et public plus abordables et plus sains ;
- Un secteur de l'énergie décarboné ;
- L'efficacité énergétique des bâtiments ;

Faisant le constat que les actions les plus structurantes pour atteindre la neutralité carbone relèvent en grand partie des compétences des collectivités territoriales notre table ronde interrogera sur la place que peuvent trouver les territoires dans ce plan d'action.

Les collectivités auront-elles accès à une part significative des financements mobilisés ?

Seront-elles, à l'inverse, en bout de chaîne de la décision publique, avec le risque, qu'une fois encore, leurs moyens d'action soient rognés par des politiques trop centralisées et centralisatrices ?

05

Mardi 12 janvier
16.00 - 17.30

Intervenants

Anne Bringault,
 Coordinatrice des
 opérations Réseau Action
 Climat

Patrice Vergriete, Maire de
 Dunkerque, Président de la
 Communauté Urbaine de
 Dunkerque

Danielle Dambach, Maire
 de Schiltigheim – 2ème
 Vice-Présidente de l'Euro-
 métropole de Strasbourg en
 charge de la transition
 écologique, de la
 planification urbaine et de
 la nature.

Christian Dutertre,
 Professeur des universités
 en sciences économiques à
 l'Université Paris Diderot -
 Directeur scientifique du
 Laboratoire d'Intervention
 et de Recherche ATEMIS -
 Directeur scientifique du
 club Économie de la
 fonctionnalité et
 développement durable.

Benoît Leguet, Directeur
 général de I4CE

Bruno Rebelle, Transitions
 (animateur)

Ancrer les changements

La crise sanitaire démontre que la survenue d'une grosse catastrophe (sanitaire, économique, écologique) n'est plus une hypothèse théorique. Elle a aussi montré que contraintes et forcées, les collectivités ont su mettre en œuvre des changements dont elles n'imaginaient pas la possibilité avant la crise. Enfin, elle a éveillé de nombreuses interrogations sur les modalités de préparation des territoires aux crises à venir, dont la crise climatique est probablement la plus certaine.

Nous interrogerons les élus pour comprendre leur approche du changement, les contraintes auxquelles ils sont exposés et les points de blocage qu'ils rencontrent. La pratique montre que dans les difficultés mentionnées deux sujets apparaissent en priorité : le manque de moyens pour financer les transformations nécessaires ; les contraintes juridiques et organisationnelles qui, au dire des élus et de leurs services, ne permettent pas d'accélérer les transitions.

Nous confronterons les regards de deux élus – un très expérimenté, l'autre plus récemment investie – et deux experts qui pourront répondre aux élus et commenter leurs propos en soulignant que des moyens sont effectivement disponibles et que des leviers de transformation peuvent être activés en dépit des contraintes juridiques et organisationnelles qui semblent limiter les capacités de transformation des collectivités. Ces échanges souligneront que « quand on veut on peut ! »

06

Mercredi 13 janvier
10.00 - 11.30

Intervenants

Diego Landivar, Docteur
en Sciences Économiques
- Professeur en Économie
et Humanités

Numériques à l'Ecole
Supérieure de Commerce
Clermont-Ferrand, co-
fondateur et directeur du
laboratoire Origens
Medialab

Virginie Renault-Credoz,
Directrice 3ème
Révolution industrielle de
la région Hauts de France

Dominique Pair, Chef
d'établissement - Arcelor
Mittal Dunkerque

Emmanuel

Druon, Directeur de
Pocheco

Bruno Rebelle,
Transitions (animateur)

Renoncer aux futurs obsolètes Quelles mutations promouvoir pour une économie vraiment résiliente ?

La pandémie de Covid-19 a brutalement mis en évidence le fait que des pans entiers de nos économies sont obsolètes au regard du monde qui vient. Au-delà de la mise à l'arrêt de certains secteurs d'activités, cette situation inédite interroge fondamentalement nos modes de production et de consommation en les confrontant de manière explicite aux limites planétaires.

Dès lors de nombreux chercheurs et quelques philosophes dont Bruno Latour ont souligné que la période de grande incertitude et de grandes turbulences dans laquelle nous sommes entrés devait permettre de repenser la manière dont opèrent l'économie et les entreprises. Ils ont aussi exprimé leur crainte de voir cette société se relancer le plus vite et le plus fort possible avec l'illusion d'un retour rapide au « business as usual » ?

La crise que nous traversons – à la fois porteuse de danger et d'opportunité – devrait être l'occasion de « renoncer aux futurs déjà obsolètes ». Mais la rupture est tellement fondamentale, le changement de paradigme est tellement profond que les méthodes et outils auxquels nous avons recours habituellement semblent eux aussi obsolètes... Nous explorerons les pistes de possibles alliances entre collectivités territoriales, entreprises et chercheurs pour engager les ruptures nécessaires et accélérer les mutations vers une économie qui respecte les limites planétaires et gagne en capacité de résilience.

07

Mercredi 13 janvier
14.15 - 15.45

Intervenants

Thierry Trouvé, Directeur
Général de GRTgaz

Édouard Sauvage,
Directeur Général de
GRDF

Emmanuel Combet,
(sous réserve), Docteur
en économie, ingénieur
agronome à l'ADEME

Christian Couturier,
Ingénieur-expert sur
l'utilisation énergétique
de la biomasse et du
biogaz, Directeur Général
de SOLAGRO

Kees Van der Leun (sous
réserve), Expert
international, co-auteur
du rapport « Gas
Decarbonisation
Pathways 2020-2050
study »

Thierry Salomon,
Négawatt (animateur)

Vers 100 % de gaz renouvelables en 2050 ?

L'une des clés de la transition énergétique implique de basculer le réseau actuel de gaz méthane, à la fois fossile, carboné et importé, vers un mix de gaz d'origine renouvelable, produit à partir des ressources de nos territoires.

De récentes études, comme celles menées par l'ADEME, GRDF et GRTgaz ont permis de préciser la faisabilité d'un objectif que l'on pensait encore illusoire il y a seulement quelques années : un mix de gaz 100% renouvelable en 2050.

Sur le terrain, les installations-pilotes (pyrogazéification, méthanation, nouvelles technologies d'électrolyseurs) et le déploiement à grande échelle (injection dans le réseau) commencent à livrer de nombreux résultats et retours d'expérience. Ils permettent aussi de mieux appréhender les avantages mais aussi les écueils d'un tel objectif.

Où en est-on aujourd'hui, filière par filière ? Dans un tel mix quelle serait la place de l'hydrogène, de la méthanisation, de la pyrogazéification ou de la méthanation ? Sera-t-il en concurrence avec le mix électrique, ou bien une coopération intelligente entre les deux grands réseaux, celui de l'électron et celui de la molécule gazeuse est-elle une clé de la réussite de la transition énergétique ?

Enfin, au-delà de la France, quelles sont les perspectives d'un tel mix à court et long terme en Europe, et à quels coûts ?

08

Mercredi 13 janvier
16.00 - 17.15

Intervenants

Nathalie Devulder,
Directrice RSE et R&D
Environnement et
Société, RTE

Franck Sylvain, CEO, Eel
Energy

Mathias Povse, Délégué
régional EDF Haut de
France

Tarik Chekchak,
Directeur du pôle
biomimétisme, Institut
des Futurs Souhaitables

Emmanuel Delannoy,
Consultant associé, Pikaia
(animateur)

Biomimétisme et énergie

Le biomimétisme, c'est à la fois le vivant qui inspire nos innovations, mais c'est aussi une approche visant à rendre nos modes de production compatibles avec la diversité et la dynamique des écosystèmes. Capture, concentration, stockage et distribution de l'énergie, toutes les solutions sont dans la nature. Certains n'ont pas attendu : experts, créateurs de startups, producteurs ou distributeurs d'énergie, ils témoignent de ce qu'ils ont appris à l'écoute du vivant.

09

Accueil élus

Jeudi 14 janvier
09.30 - 10.00

Intervenants

Barbara Pompili,
Ministre de la Transition
Ecologique (sous réserve)

Arnaud Leroy, Président
de l'ADEME

Patrice Vergriete,
Maire de Dunkerque,
Président de la
Communauté Urbaine
de Dunkerque

10

Jeudi 14 janvier
10.00 – 10.45

Intervenants

Annick Tual, Directrice
Environnement, Territoire
et Transition Énergétique à
la Communauté urbaine de
Dunkerque

Bruno Paulmier, DGS de la
ville de Ville de Niort,
Président de l'ADT-INET

Daniel Bessiron, Adjoint au
Maire Environnement -
DD – Déplacements,
Transition énergétique -
Eau - Energies - Ondes
électromagnétiques Ville
d'Echirolles

Emeline Baume, Vice-
Présidente Economie
emploi commerce
commande publique du
Grand Lyon

Eric Vesine, Chef du Service
des Politiques Territoriales
(SPOT), ADEME

Les programmes Cit'ergie et Economie circulaire, au service des démarches territoriales de transition écologique !

L'ADEME coordonne depuis plus de 10 ans le programme Cit'ergie et depuis 2 ans le programme Economie circulaire. Plus de 210 collectivités sont engagées dans Cit'ergie et 16 premières collectivités ont été labellisées en septembre 2020 pour leur démarche économie circulaire.

Ces deux démarches permettent à la collectivités, quel que soit son niveau de départ, de travailler son projet de territoire autour des enjeux du climat, de l'air, de l'énergie et de l'économie circulaire.

Des élus, DGS mais aussi des chargés de mission viennent vous expliquer pourquoi ils se sont engagés et les bénéfices qu'ils en tirent aujourd'hui !

11

Judi 14 janvier
11.00 – 11.45

Intervenants

Frédéric Nihous,
 Conseiller régional
 délégué à la politique de
 l'énergie et à la transition
 énergétique de la Région
 Hauts-de-France


Julien Nicaud,
 Responsable Maison de
 l'Habitat Durable/ Réseau
 FAIRE

Roselyne Forestier,
 Coordinatrice Nationale
 du Programme SARE,
 ADEME

Le programme SARE, un outil au service de la rénovation énergétique !

L'information, le conseil et l'accompagnement des particuliers et du petit tertiaire privé dans leurs projets de rénovation énergétique est un enjeu prioritaire qui justifie le déploiement sur tout le territoire des Espaces Conseil FAIRE. Le programme CEE « Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique » vise à conforter et renforcer ce réseau national, en cofinçant avec les collectivités, ce service public.

Plus d'un an après son lancement, des représentants de l'ADEME, de la Région Haut-de-France et d'un Espaces Conseil FAIRE viennent témoigner de la mise en œuvre de ce service dans les territoires.



12

Jeudi 14 janvier
11.45 - 12.00

Intervenants

(Identification des
intervenants en cours)

Des élus s'engagent en 2021 !
Rendez-vous en janvier 2022 !

Deux élus viendront témoigner de leur conviction et engagement dès 2021 d'initier une démarche territoriale de transition écologique.

Ils viendront vous expliquer leur ambition et promettent de revenir en janvier 2022 aux assises pour rendre compte de l'avancement de leurs projets !

13

Judi 14 janvier
14.00 - 15.30

Intervenants

Philippe Bihouix,
 Directeur général adjoint
 de AREP, filiale de la
 SNCF

Emmanuel Rauzier,
 Energéticien et expert
 industrie au sein de
 l'Institut négaWatt

Isabelle Le Vannier,
 Directrice de la Transition
 Energétique et
 Ecologique de la
 Métropole de
 Montpellier

Sébastien Javogues,
 Vice-président du Pôle
 métropolitain du
 Genevois Français, en
 charge de la transition
 écologique et de la
 qualité de l'air

Thierry Salomon,
 Energéticien, co-auteur
 du « Manifeste
 négaWatt »

Sobriété, équipements et matériaux dans la transition énergétique

La sobriété et l'efficacité, ces deux premiers piliers de la transition énergétique, ne sont pas de même nature.

L'efficacité énergétique vise à optimiser le rendement des technologies utilisées et des chaînes énergétiques nécessaires, donc à limiter les pertes à tous niveaux, de la fabrication et l'exploitation jusqu'à la fin de vie.

La sobriété, quant à elle, recherche le bon usage par opposition au mésusage et à l'accessoire, le juste dimensionnement au lieu d'un inutile surdimensionnement, et la mutualisation des biens et équipements versus l'individualisation. Mais la sobriété n'est pas qu'une affaire d'attitude personnelle : elle interroge aussi nos choix collectifs en matière d'aménagement et d'équipements.

Par ailleurs il ne peut y avoir de transition énergétique sans une approche sobre de l'utilisation des matériaux qui composent nos équipements.

La question de la sobriété interpelle donc directement la question des matières premières et des matériaux dans presque toutes ses formes : recyclage, non-gaspillage, réemploi, co-usage, réparabilité, flexibilité d'usage, limitation de l'obsolescence, etc.

Mais quels types et quantités de matériaux seraient indispensables pour atteindre, par exemple, les objectifs de rénovation et de déploiement des énergies renouvelables ? Pour y parvenir, faut-il engager de très volontaristes politiques publiques de sobriété, quitte à limiter la « liberté de consommer » ?

Une table-ronde pour défricher ces questions difficiles mais pourtant essentielles.

14

Jeudi 14 janvier
15.45 - 17.00

Intervenants

Géraldine Paloc,
Responsable Programme
Mobilité Electrique
ENEDIS

Christian Hector,
Directeur général des
services CA
Sarreguemines
Confluences

Christophe Provot,
Directeur Général SIGEIF

Xavier Loiré, Avocat
associé, Loiré-
Henochsberg AARPI

Guillemette Pinarolli,
Iddigo (animatrice)

« Transport- énergie » : Le rôle des collectivités

Le domaine des transports pèse pour un tiers de la consommation d'énergie finale en France et représente donc un fort potentiel d'économie et de réduction des GES.

Ces dernières années, le cadre législatif et réglementaire a évolué et a donné aux collectivités de nouveaux outils et champs d'intervention : zones à faibles émissions, déploiement d'IRVE (Installations de Recharge pour Véhicules Electriques), motorisations alternatives des flottes de véhicules...

Dans ce contexte où la question des compétences est centrale, comment les collectivités peuvent-elles agir ? Quels sont leurs atouts et leurs difficultés ? Quelles sont les recommandations de celles qui se sont déjà lancées ?

Eclairage par un juriste pour connaître et comprendre le cadre législatif et réglementaire, retours d'expérience des collectivités, perspectives.

15

Plénière de clôture

Jeudi 14 janvier
17.00 - 17.30

Intervenants

Patrice Vergriete, Maire
de Dunkerque, Président
de la Communauté
Urbaine de Dunkerque

Arnaud Leroy, Président
de l'ADEME

Sébastien Javogues,
Vice-président du Pôle
métropolitain du
Genevois Français, en
charge de la transition
écologique et de la
qualité de l'air
Un élu de Bordeaux
Métropole

« 1,2,3 Soleil ! » ... Ilots de Chaleur Urbains

Diffusion sur site des assises

Intervenants

Sébastien Maire, Délégué général de France Ville Durable et ancien Délégué à la transition écologique et à la résilience de la Ville de Paris

Philippe Rosello, Chercheur/consultant de GeographR et coordinateur du groupe régional d'experts sur le climat en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (GREC-SUD)

Lisa Belluco, Vice Présidente du Grand Poitiers en charge l'Urbanisme et à la gestion des risques liés au changement climatique

Gilles Namur, Adjoint au Maire de Grenoble en charge de la Nature en Ville
Marie Chabrol, Responsable du développement « Projets Urbains », AIA Territoires

Samuel Guy, Inddigo (animateur)

L'accord de Paris obtenu lors de la COP21 vise à contenir la hausse des températures moyennes à l'échelle de la planète à +2°C maximum, et dans la mesure du possible de limiter cette hausse à +1,5°C.

Or la hausse des température en France est déjà supérieure à 1°C depuis le début du XX^e siècle. L'Europe et la France devraient subir un réchauffement proportionnellement plus important que la moyenne globale. Le climat a déjà changé, et ce phénomène s'observe dans de nombreux domaines : ressource en eau, biodiversité, risques majeurs, santé, forêt et agriculture, modèles économiques, ...

Comment les territoires peuvent-ils anticiper ces bouleversements et s'adapter au climat de demain, avec des effets du changement climatique différents selon les régions ?

La crise du COVID a montré que nous étions collectivement mal préparés à des phénomènes rapides et de grande ampleur, à même de remettre en cause notre économie et nos modes de vie ... Comment introduire la notion de résilience territoriale, avec des effets touchant de nombreux aspects de notre environnement ???

En secteur urbain, les effets de la chaleur seront plus intensément ressentis, alors que l'on constate d'ores et déjà des différences de température de plusieurs degrés entre les centres-villes et la périphérie ? Peut-on anticiper les phénomènes et identifier les zones les plus sensibles ? Peut-on réguler et abaisser la température à l'intérieur des villes ?



ÉVÈNEMENTS PARTENAIRES

01

Diffusion
Mardi 26 janvier**Intervenants**

Jean-Patrick Masson
Vice-président de Dijon
Métropole

Patrice Vergriete,
Maire de Dunkerque,
Président de la
Communauté urbaine
de Dunkerque

Luc Bodineau
Coordinateur du
Programme H2 - Ademe

Nobutaka TAKEO,
Directeur général de la
Représentation pour
l'Europe de de la New
Energy and Industrial
Technology Development
Organisation (NEDO)

**Table-ronde en
visiophonie Zoom**

Animateur

Leiko Sakurai
Animatrice bilingue

**Table-ronde hydrogène
internationale France-Japon :
deux pays, deux points de vue**

Le département de Yamanashi est situé à l'ouest de Tokyo.

Les risques sismiques de son territoire font qu'aucune centrale nucléaire n'a pu y être implantée. Cependant il dispose d'une géographie montagneuse avantageuse pour la production d'hydroélectricité. Ainsi, au début de l'ère électrique, le département a été le principal pourvoyeur d'électricité de la mégapole de Tokyo. De larges vallées exceptionnellement ensoleillées permettent également le développement de fermes solaires qui, couplées à la production hydroélectrique, font du département un exemple en matière d'électricité verte.

Aujourd'hui, le département en articulation avec l'Université de Yamanashi se dote d'un programme hydrogène très pointu et se positionne aux avant-postes du secteur. Cette table-ronde se propose de croiser le point de vue des représentants de cette collectivité avec celui des élus de Dunkerque et de Dijon.

02

Webinaire
Mardi 2 mars
9h30

Organisme

Enedis

Intervenants

(Identification des intervenants en cours)

Les communautés énergétiques : un nouveau partage de l'énergie ?

« La loi « Energie Climat » de décembre 2019 définit un nouveau cadre d'action au service de la transition énergétique : les communautés énergétiques. Elles devraient être précisées prochainement par la transposition des directives du Clean Energy Package. Au moment où les projets d'autoconsommation collective se développent, on compte aujourd'hui près d'une quarantaine de projets en service, principalement portés par des collectivités, des bailleurs sociaux ou des entreprises privées. Quelles nouvelles opportunités de partage de l'énergie offrent les communautés énergétiques ? Quel rôle pour les collectivités, collectifs, associations, startups, gestionnaires de réseaux ? »



INSPIRATIONS

01

Lundi 18 janvier
9.00 à 10.15

Réseau de Chaleur de Grande Synthe : un exemple d'économie circulaire et de valorisation d'énergie fatale

Le réseau de chaleur de la Ville de Grande-Synthe, au sein de la Communauté Urbaine de Dunkerque, est un atout considérable pour l'environnement. Il permet de valoriser l'énergie produite par ArcelorMittal et offre aussi une alternative unique aux énergies fossiles (gaz, fioul, etc.).

Organisme

ENGIE / ENGIE
Solutions / ARSYEL

Intervenants

Vincent PIBOULEU, Manager
 d'Actifs (ARSYEL / ENGIE
 Solutions)

Raphaël SERRURIE, Direction
 Régional ENGIE Solutions et
 Président ARSYEL

Un représentant de la
 Communauté Urbaine de
 Dunkerque
 Un représentant
 d'ArcelorMittal

02

Lundi 18 janvier
10.00 - 11.15

Organisme

MT Partenaires
Ingénierie

Intervenants

Michaël Toma, Directeur MT
Partenaires Ingénierie

Jimmy Mary, Chef de projet
Plan Climat et Cit'ergie,
Communauté urbaine de
Dunkerque

Sylvie Mingant, Responsable
de service Energie, Direction
Ecologie Urbaine, Brest
Métropole

Projet H2020 CoME EASY, synchronisation entre EEA Cit'ergie, Convention des Maires et autres, pour la transition énergétique

Les Collectivités qui souhaitent adhérer à plusieurs initiatives au niveau européen (telles que la Convention des Maires, les Smart Cities, EEA-Cit'ergie ...) se retrouvent dans l'obligation d'effectuer des reportings périodiques à chacune d'elles. A cela s'ajoutent les obligations nationales, telles que les PCAET.

Développé dans 7 pays européens, sur la base d'EEA Cit'ergie, le projet CoME EASY a pour vocation de simplifier la constitution des données, le reporting et l'adhésion aux différentes initiatives. Les partenaires pour la France sont l'ADEME et MT Partenaires Ingénierie, avec la participation de 8 Collectivités.

Les Collectivités y trouveront des outils de simulation de scénarios, de nombreuses bonnes pratiques issues de plusieurs pays européens et plus généralement un cadre permettant d'échanger et de co-construire des plans d'atténuation et d'adaptation en lien avec le changement climatique.

Deux collectivités françaises, la Communauté urbaine de Dunkerque et Brest Métropole, débattront sur les besoins et les difficultés rencontrées et proposeront des solutions.

03

Lundi 18 janvier
14.00 - 15.15

Organisme
Atmo France

Intervenants

Charlotte Lepitre,
 Responsable projets et
 partenariats, Atmo France
Karine Pierre, Responsable
 partenariat innovation et
 projets, Air Pays de la Loire

Représentants du Club des
 Villes et Territoires Cyclables :
Catherine Pilon, Secrétaire
 générale du Club
Alain Jund, Vice-Président de
 l'Eurométropole Strasbourg
 en charge des mobilités, des
 déplacements et de la
 Politique cyclable

Pour des villes et territoires respirables, faisons collectivement le choix du vélo !

La crise sanitaire de la COVID-19 a permis de nous interroger sur nos habitudes de mobilités, pour mieux les repenser. Le rôle du vélo s'est imposé fortement au cours des derniers mois, pour s'affirmer comme un véritable mode de déplacement à part entière. L'usage du vélo est plébiscité par tous (pouvoirs publics, citoyens, professionnels de la santé, etc.) et s'inscrit dans la transition énergétique en répondant à la fois à des enjeux de santé publique, de lutte contre la pollution de l'air et le changement climatique. Mais des équilibres sont encore à affirmer pour construire un système vélo transversal et adapté à tous les contextes territoriaux.

Quels sont les arguments concrets pour convaincre et appuyer le déploiement à grande échelle de plans vélo ?

Sécurité, santé, vélo et intermodalité, bénéfices et freins à la pratique... Venez échanger et bénéficier d'exemples concrets et de retours d'expérience des territoires !

Lundi 18 janvier
14.00 - 15.15

Organisme
Lorient Agglomération

Intervenants

Simon Charrier, Chargé de mission développement de la chaleur renouvelables, Lorient Agglomération

Yann Gonedec, Chargé de mission Energie MDE/EnR, ALOEN

Bruno Paris, Elu/Vice président de Lorient Agglomération à la transition énergétique

Embarquez les entreprises dans votre COT chaleur renouvelable !

Contrat d'Objectif Territorial (COT) entre Lorient Agglomération et l'ADEME pour le développement des énergies renouvelables thermiques : le territoire de Lorient Agglomération, avec 18 GWh de chaleur renouvelable produite en 3 ans, a atteint l'objectif national parmi les plus ambitieux grâce à l'implication de l'ensemble des maîtres d'ouvrages dans ce challenge.

Facteurs clés de succès :

- Construire une stratégie de mobilisation des acteurs privés au travers d'une dynamique partenariale sur les thématiques énergie, déchets et économie circulaire,
- Élaborer une offre d'accompagnement complète autour de l'efficacité énergétique et de la chaleur renouvelable,
- Aborder l'importance d'un portage politique pour soutenir ces deux volets,
- La Société Publique Locale, structure créée sur la période du contrat d'objectif, est un bras armé pour le développement de la chaleur renouvelable.

Deux chefs d'entreprises ayant bénéficié de l'accompagnement Fonds Chaleur témoigneront et évoqueront les freins rencontrés et les leviers d'action.

Seront présentés :

le bilan du COT 1 : chiffres clés, retombées économiques, réduction de l'impact environnemental, emplois, etc.

les perspectives du COT 2 : évolutions et pistes d'amélioration.

Au travers d'un quizz game et d'une approche interactive vous serez amenés à participer tout au long de cet atelier.

05

Lundi 18 janvier
14.00 - 15.15

Organisme

EPT Plaine Commune

Intervenants

Frédérique Dequiedt,
 déléguée générale à
 l'écologie urbaine de Plaine
 Commune

Antoine Du Souich,
 Directeur de la stratégie et
 de l'innovation, Société de
 Livraison des Ouvrages
 Olympiques – SOLIDEO

François Laurent, Directeur
 opérationnel, SEM Plaine
 Commune développement
 (à confirmer)

Philippe Monges, 1^{er} vice-
 président en charge de la
 transition écologique, du
 climat et de la santé
 environnementale de Plaine
 Commune (à confirmer)

Le Village olympique et paralympique, quartier climat 2050 - compatible et aligné sur l'Accord de Paris pour le climat : premiers retours d'expérience

Situé sur les communes de Saint-Denis, Saint-Ouen et L'Île-Saint-Denis, le Village des athlètes accueillera les sportifs durant la période des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été en 2024 puis laissera place à un quartier durable.

La collectivité accompagne l'exemplarité environnementale des JOP 2024 et s'assure que les aménagements réalisés profiteront aux habitants en phase Héritage. C'est le sens du partenariat entre Plaine Commune, la SEM Plaine Commune Développement et la Solideo.

Le projet est guidé par 3 objectifs :

- la neutralité carbone des bâtiments à l'horizon 2050 (objectif -50% CO₂, usage de matériaux biosourcés et peu carbonés, réemploi et recyclage des déchets de chantier recours aux énergies renouvelables),
- la garantie de confort urbain : objectif moins de 160 h d'inconfort au climat de 2050 (atténuation de l'effet d'îlot de chaleur urbain, ouvrages résilients et réversibles, qualité de l'air intérieur),
- développement de la biodiversité en créant un écosystème, de nouveaux biotopes, une végétalisation adaptée aux enjeux climatiques de 2050...

Pour les Villes et l'EPT Plaine Commune, le Village des athlètes constitue un accélérateur de la transition écologique et sociale. A l'échelle nationale, la Solideo encourage la structuration d'écofilières : constructions bas carbone, sols fertiles issus de la valorisation de déchets... L'atelier permettra de mettre à profit des participants l'ingénierie déployée à travers une approche concrète et de premiers retours d'expériences.

06

Lundi 18 janvier
14.30 - 15.45

Organisme

Site à Watts
Développement

Intervenants

Pierre Jourdain, Directeur,
 Site à Watts Développement
Marie Guichaoua, Chargée
 de projets citoyens, Site à
 Watts Développement

Projets citoyens : et si on s'y mettait ?

De la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie aux récentes propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, l'implication locale dans les projets d'énergies renouvelables apparaît comme un moyen de favoriser le déploiement et la bonne intégration des projets dans les territoires.

A travers un format adapté du théâtre-forum, nous proposons un partage d'expériences et de réflexions sur les multiples possibilités permettant de porter des projets d'énergies renouvelables localement.

Le théâtre-forum permet de construire et de partager une réflexion entre le public et les intervenants (élus et porteurs de projets citoyens) sur la base d'une situation proposée sous forme de saynète par l'animateur. Il permet de s'inspirer des retours d'expérience d'autres porteurs de projets tout en impliquant le public dans la construction de la réflexion.

Les thèmes abordés :

- Quels avantages à s'impliquer localement dans un projet d'énergie renouvelable ? Quels points de vigilance ?
- Comment adapter l'idée d'un projet citoyen à mon contexte local ?
- Comment construire un projet avec une implication locale et valoriser ce travail ?

L'atelier sera animé par deux salariés de Site à Watts Développement, structure qui accompagne des collectifs et des collectivités dans leurs projets d'énergies renouvelables depuis plus de 10 ans. Elus et porteurs de projets citoyens seront invités à partager leur expérience.

07

Mardi 19 janvier
09.00 - 10.15

Organisme

**Institut de l'économie
pour le climat (I4CE)**

Intervenants

Audrey Linkenheld, VP Climat
 - Transition Ecologique et
 Energie, Métropole
 européenne de Lille, et 1ère
 Adjointe Transition

écologique et développement
 soutenable, Ville de Lille

**Bertrand Artigny ou Philippe
Guelpa Bonaro**, VP, Grand
 Lyon

Danielle Dambach,
 Présidente déléguée,
 Eurométropole de Strasbourg

Eric Vesines, Chef du Service
 des Politiques Territoriales,
 Ademe

Communes et EPCI : évaluer l'impact climatique de son budget

La mise en œuvre de la transition nécessite que les objectifs et actions liés au climat se concrétisent dans le budget des collectivités. Par ailleurs, qualifier l'impact climatique du budget répond aux demandes de transparence de la société civile, des institutions financières, des élu-e-s locaux et de l'Etat. Combien dépense ma collectivité pour le climat ? Quels sont les enjeux d'atténuation et d'adaptation des différentes dépenses ? Sont-elles "favorables" au climat ?

Autant de questions auxquelles l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) s'est attaché à répondre en co-construisant avec 5 collectivités partenaires une méthode d'évaluation climat du budget des communes et EPCI. La méthode est publique et toutes les collectivités peuvent s'en saisir librement. Ce travail est soutenu par l'ADEME et EIT Climate KIC, en partenariat avec France Urbaine et l'AMF.

Cet atelier discutera des intérêts et de la faisabilité pour une collectivité de réaliser un tel exercice. Les intervenants présenteront leur retour d'expérience sur la mise en place d'une démarche d'évaluation climat du budget.

L'atelier sera animé par Morgane Nicol, Directrice du programme – Territoires, I4CE.

08

Mardi 19 janvier
9.00 - 10.15

Organisme

**Fondation des
Transitions**

Intervenants

Gilles Berhault, Directeur
Général Fondation des
Transitions

Franck Billeau, Réseau Éco-
habitat

Vincent Legrand, Dorémi

Laurine Prévost,
Compagnons bâtisseurs

Précarité énergétique, accélérer avec les Ensembles solidaires

Sortir des familles de la grande précarité énergétique par la rénovation performante de leur habitation par un dispositif innovant, territorial et sectoriel, avec création d'un nouveau métier : "L'ensembleur solidaire" réalise un accompagnement (social et technique) de "bout en bout" auprès d'une famille en situation de grande précarité, c'est-à-dire de l'identification des besoins, jusqu'à la réalisation des travaux, en passant par l'aide et la structuration du plan de financement.

La crise sanitaire, économique et sociale liée à la pandémie COVID-19 renforce l'urgence d'actions fortes et rapides en matière de réponses aux besoins sociaux, principalement des personnes les plus précaires et vulnérables et en termes d'emploi et de relance de l'activité. Le scénario "Sortir 1 million de personnes par an de la précarité énergétique" construit par un collectif de 50 acteurs de la solidarité, des territoires, de l'écologie et de l'économie s'inscrit dans cet objectif. Il vise à faire converger des initiatives innovantes et à en expérimenter de nouvelles. Venez découvrir l'initiative.

09

Mardi 19 janvier
10.00 - 11.15

Organisme
Efficacity

Intervenants

Romain Bonabe de Rougé,
 Chef de projet PowerDIS,
 Efficacity

Vincent Partenay, Ingénieur
 de développement
 PowerDIS, CSTB

Annabelle Jaeger-Seydoux,
 Directrice de la Mission
 Transition Énergétique,
 Principauté de Monaco

Franck Caro, Directeur de
 l'Aménagement, EPA Paris
 Saclay

PowerDIS : l'outil de simulation énergétique au service des quartiers bas carbone

Pour accompagner le déploiement de quartiers durables avec des systèmes énergétiques optimisés, Efficacity et le CSTB co-développent "PowerDIS", un outil de simulation dynamique multi-énergie. PowerDIS apporte un regard structurant pour faciliter la prise de décision des aménageurs et des collectivités dans la mise en œuvre de la stratégie énergétique de leur territoire. L'outil permet de simuler les besoins énergétiques d'un grand nombre de bâtiments et de scénariser l'approvisionnement énergétique de ces bâtiments, notamment à partir de sources renouvelables et de récupération.

A Monaco, dans le quartier en mutation de Fontvieille, PowerDIS permet d'optimiser le système énergétique en étudiant différents scénarios de stratégie énergétique qui reposent sur des investissements importants : amélioration de la performance du bâti, développement du réseau de chaleur et de froid urbain, remplacement des moyens de production des bâtiments non-raccordés... tout en répondant aux objectifs bas carbone ambitieux du Pays.

A Paris-Saclay, dans le cadre du projet européen Interreg D2Grids (expérimentation des réseaux thermiques intelligents s'appuyant sur une boucle locale basse température et des productions de sources renouvelables), PowerDIS permet d'estimer les potentiels d'effacement thermique ou électrique disponibles sur les bâtiments raccordés à la boucle tempérée de la ZAC du Moulon.

10

Mardi 19 janvier
10.30 – 11.45

Organisme

GRTgaz

Intervenants

Sabine François, Directrice
de la Transition Énergétique,
Ecologique et de
l'Environnement de la
Région Grand Est

Thierry Raevel, Président,
Hypulsion

Marion Lacombe,
Georges Seimandi,

David Le Noc,
Délégué Général,
Club Power to Gas de l'ATEE

S'organiser pour changer d'échelle

A l'heure où l'Europe lance sa stratégie hydrogène et où les projets se multiplient dans les territoires, la dynamique de l'hydrogène est enclenchée. L'hydrogène énergie sera différent de l'hydrogène chimie. Alors que ce dernier se limite à des usages industriels desservis par des grands producteurs sous contrat privé, l'hydrogène énergie a une vocation plus large et territoriale. Produit à partir d'énergie renouvelable, électricité ou biomasse, cet hydrogène offrira une solution de décarbonation de multiples usages en industrie comme en mobilité, complémentaire à l'électricité et au biométhane. Comme les autres énergies, l'hydrogène s'illustrera par la multiplicité des productions centralisées comme décentralisées, par l'importance des infrastructures et la diversité des usages.

Dès lors, la question du changement d'échelle et de l'organisation de l'hydrogène se pose. Comment passer des initiatives foisonnantes mais dispersées dans les territoires à un système énergétique organisé ? Quel rôle des collectivités dans la planification de l'hydrogène énergie ? Quelles initiatives des industriels en faveur de la massification ? Quelles infrastructures et quelle organisation du marché à terme ?

Les expériences pionnières dans les territoires permettront d'apporter des premières réponses : Grand-Est Territoire Hydrogène, Zero Emission Valley & Hydrogen Market Place en région AuRA ou bien encore projet MosaHYC entre les 3 régions européennes Grand-Est, Sarre et Luxembourg.

11

Mercredi 20 janvier
09.00 - 10.15

Organisme
AGRIOPALE

Intervenants

Christophe EVRARD,
 Agriopale
Gérard BEAUVOIS, GRDF

Ecosystème biométhane à Arques : d'un partenariat industriel - agriculteurs aux bénéfices pour tous les acteurs du territoire

Le 22 juin 2020, une unité de méthanisation « innovante » a vu le jour sur le site de production de la bière Goudale à Arques. Agriopale a installé un épurateur et une unité d'injection de biométhane à la sortie de la station d'épuration de la brasserie pour optimiser leur process de traitement des eaux usées. Plus de 100 Nm³/h de biométhane sont maintenant injectés dans le réseau de gaz.

A 200 mètres de là, et en association avec la société Astradec présente dans la zone industrielle, une station publique de distribution de bioGNV offrira à tous dès septembre 2020 la possibilité de rouler décarboné avec le biométhane injecté à la brasserie. Particuliers ou poids lourds pourront y faire le plein, respectivement en moins de 2 ou 15 minutes. Ces équipements permettront de renforcer le mix énergétique du territoire et d'investir dans des solutions environnementales et économiques.

Fondée il y a 20 ans par 5 agriculteurs de la Côte d'Opale, Agriopale est spécialisée dans la valorisation de la biomasse. Aujourd'hui, acteur reconnu de la filière biométhane, nous exploitons 6 sites (Pas-de-Calais, Centre et Pays de Loire) où les déchets organiques agricoles et agroalimentaires du territoire, sont valorisés en digestat et en biométhane. Avec une unité de méthanisation agricole à Quelmes, une unité sur la brasserie Goudale et une station GNV sur Arques, l'entreprise répond pleinement aux enjeux de Troisième Révolution Industrielle du Pays de Saint Omer, Territoire Démonstrateur REV3.

Mercredi 20 janvier
10.00 - 11.15

Organisme

France Ville Durable

Intervenants

Camille Waintrop-Boyon,
Chargée de mission
Coordination et valorisation
des travaux, France Ville
Durable

Michael Schack, Dr-
Ing. Directeur Marketing
Opérationnel, ENGIE

Philippe Maillard, Chef de
projet Efficacy

Nadège Tissier, Directrice du
Développement Territorial,
EDF

Les réseaux de chaleur et de froid au service de la résilience énergétique en Europe

France Ville Durable propose un focus sur les réseaux de chaleur et de froid dans une perspective de résilience territoriale. De quelle façon ces infrastructures innovantes peuvent-elles apporter une réponse à l'impératif de transition et de flexibilité des systèmes énergétiques à l'échelle européenne et accroître ainsi la résilience énergétique ? Des experts du sujet, entreprises et Institut de recherche partagent des expériences européennes :

M. Michael Schack, Directeur Marketing Opérationnel, ENGIE évoquera la raison d'être de ces réseaux de chaleur et de froid urbains, avec la présentation d'études de cas concrètes décarbonées et résilientes comme à Paris, avec Climespace, le réseau de froid résilient et digitalisé ; Londres, l'ancien site olympique du London Queen Elisabeth Parc, ou encore les réseaux de chaud et de froid à Barcelone de Districlimat. Efficacy présentera le projet "Magnitude" qui vise à identifier le potentiel des réseaux de chaleur et de froid à générer de la flexibilité sur le réseau électrique européen. 7 réseaux de chaleur et de froid municipaux ou industriels répartis dans 7 pays (Suède, Autriche, Danemark, Italie, Royaume Uni, Espagne, France) sont au cœur de l'étude. Enfin, Nicolas Fortuit DG de la SEMAG de Gardanne (partenaire d'EDF) partagera l'expérience du projet multidimensionnel de Gardanne, autour du smart thermique et électrique du Puits Morandat ou encore de la production d'hydrogène décarboné en complète économie circulaire.

13

Jeudi 21 janvier
09.00 - 10.15

Organisme
Enedis

Intervenants

Michel Decool, Président du
SIECF

Stéphane Ledez, Directeur
territorial Nord

Pierre Chevalier, Président
du syndicat de la Diège

Marc Lagouardat, Directeur
régional Enedis Limousin

Réseaux intelligents et résilience : plusieurs exemples de smart grids ruraux

De part sa structuration, le réseau électrique en milieu rural est soumis à l'aléa climatique (tempête et neige). Aussi, avec le SIECF dans le Nord et le Syndicat de la Diège en Corrèze, ENEDIS expérimente de nouvelles solutions pour rendre le réseau plus résilient, grâce aux Energies Nouvelles Renouvelables : l'énergie solaire en Corrèze, la méthanisation dans le Nord. L'idée est simple : stocker l'électricité produite localement et l'utiliser en cas de coupure.

L'objectif de ces expérimentations est de tester et optimiser le procédé pour le dupliquer dans des zones isolées, peu denses et difficiles d'accès.

Judi 21 janvier
09.30 - 10.45

Organisme
GIP CERDD

Intervenants

Emmanuel Bertin, Directeur
du CERDD

Laurent Fussien, DGS de
Malaunay

Capucine Leclercq,
Responsable du Pôle climat
du SMCOT du Grand
Douais

Nathalie Sedou, Directrice
adjointe de la MRES

La mise en récit : bien plus que du storytelling !

150 histoires ont ancré dans nos imaginaires que le progrès s'illustre par des machines, du confort matériel individuel et des dynamiques de concurrence mondialisées. Nous avons besoin de nouveaux narratifs pour imposer une transformation profonde.

Les projets de transition cherchent à créer d'autres repères, valeurs et à leur donner du sens. La mise en récit en est le révélateur : ce à quoi la communauté tient, ce par quoi elle est émue.

Au-delà d'un geste de communication, elle devient un outil à haut potentiel du projet de territoire, avec des vertus insoupçonnées : l'ancrage de la coopération, la mise en mouvement dans la durée, l'évaluation plus qualitative des valeurs et des effets créés...

Quel est notre rapport aux récits, aux émotions et à l'imaginaire ?

Cadrage et apports inspirants par le Cerdd et la Maison Régionale de l'Environnement et des solidarités.

Comment mettre en place une dynamique de récits de son projet/sa trajectoire ?

Retours d'expérience de la Ville de Malaunay et du Syndicat Mixte du SCOT du Grand Douais accompagné par Virage Énergie.

Au-delà des mots... produire des récits vivants aux formats parfois inattendus.

Expérimentation du kit d'animation du Cerdd sur la Mise en Récits + Diffusion de ressources dédiées.

Tout au long de l'atelier le Cerdd portera une attention particulière aux échanges dynamiques et vivants avec les participants : de leurs représentations de la notion de récits à leurs ressentis en fin d'atelier.

15

Judi 21 janvier
10.00 - 11.15

Organisme

**Association Centrales
 Villageoises**

Intervenants

Jacques Villevielle, ERE 43

Eddie Chinal, Forestener

Etienne Jouin, Centrales
 Villageoises

Laurene Degallier, AMORCE

Citoyens, devenons acteurs de la chaleur !

Les citoyens s'investissent de plus en plus dans la transition énergétique, mais la chaleur renouvelable reste un domaine où ils trouvent difficilement leur place. Pourtant, le développement des réseaux de chaleur et de froid doit être l'occasion d'ouvrir la porte à l'implication des citoyens, consommateurs de cette chaleur, pour en devenir un acteur à part entière !

L'association nationale des Centrales Villageoises, regroupant 53 structures citoyennes dans toute la France, présentera les freins et leviers à l'intégration des collectifs citoyens dans ce domaine.

Chaleur Bois et territoires fédère les entreprises qui proposent, avec l'implication des territoires et de leurs habitants, des solutions de chaufferies bois clé en main, telles qu'ERE43, FORESTENER en Auvergne Rhône Alpes et la SCIC Energie citoyenne dans le Pas de Calais. Elle pourra témoigner de leurs expériences de terrain.

Auvergne Rhône Alpes Energie Environnement (AURA-EE), présentera le travail réalisé avec le Grand Lyon, dans le cadre du projet européen SHREC, pour mobiliser les citoyens de la métropole dans le développement de la chaleur renouvelable et fera un panorama des projets citoyens de chaleur renouvelable.

AMORCE présentera les différentes manières d'intégrer les citoyens dans des projets de réseaux de chaleur ou de froid participatifs des collectivités locales via un emprunt ou via une intégration au capital, suivant le type de portage et de montage juridique retenu.

Judi 21 janviri
10.30 - 11.45

Organisme

H2V

Intervenants

Aude Humbert ou **Daniel Grondin**, Chefs de projet H2V,

Philippe Boulanger, Directeur des affaires publiques H2V ou

Benoit Vantourout, Directeur du développement H2V

Un représentant de Caux Seine Agglo

Un industriel pour qui l'hydrogène vert représente une voie de décarbonation

L'hydrogène répond aux territoires

L'hydrogène vert est désormais une réalité ; on le retrouve dans différents plans de transition énergétique au niveau français comme au niveau européen. Comment les territoires peuvent-ils s'emparer de ce sujet et développer une économie industrielle décarbonée ? En quoi une usine de production massive d'hydrogène vert peut permettre à un territoire de développer un hub énergétique et industriel décarboné ? H2V a été précurseur dans ce domaine en France en développant dès 2016 des projets sur les territoires de Dunkerque et de Caux Seine Agglo. Ces deux territoires sont maintenant à la pointe de l'offre d'hydrogène vert pour une économie décarbonée. Nous vous proposons donc une présentation :

- des projets H2V Normandy et H2V59 (deux usines de 200 MW / 28 000 tonnes d'hydrogène vert seront construites à court terme),
- de la place des territoires dans les projets européens de développement de l'hydrogène (présentation de quelques programmes : projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) ; appels à projets sur les hub territoriaux hydrogène dans le plan de relance) et enjeux pour les territoires de s'inscrire dans ces plans,
- des applications de l'hydrogène à moyen et long terme (transition vers une économie décarbonée de l'industrie et de la mobilité via l'hydrogène).

17

Vendredi 22 janvier
10.30 - 11.45

Organisme EY & Associés

Intervenants

Elodie Randrema, Manager,
EY & Associés

Catherine Azzopardi,
Directrice Environnement et
Energie, Région Auvergne-
Rhône-Alpes

Antoine Patru, Chef de
projet, H2 ENERGY AG

Les écosystèmes territoriaux de mobilité hydrogène, première étape vers la structuration d'une filière hydrogène

Un écosystème territorial de mobilité recouvre plusieurs notions : le développement simultané des véhicules et des infrastructures de recharge, une offre de mobilité suffisante pour répondre aux besoins d'un maximum d'utilisateurs, et la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes du territoire.

A ce jour, il existe plusieurs typologies de projets en Europe. Nous proposons une analyse comparée de plusieurs écosystèmes de mobilité pour aborder les questions suivantes : quelle est la bonne échelle de territoire ? quels acteurs mettre autour de la table ? quel(s) modèle(s) d'affaires pour attirer les financeurs publics et privés ? quels usages mobilité ? pour quels usagers ? quelles articulations avec l'approvisionnement en hydrogène décarboné ?

- En Région Auvergne-Rhône-Alpes, Zéro Emission Valley (ZEV), lancé en 2017, décline le concept de "vallée hydrogène", et vise dans un premier temps le déploiement de 20 stations et plus de 1 000 véhicules d'ici à 2023 pour développer une offre de mobilité décarbonée.

- En Suisse, H2 Energy, acteur de la production et de la fourniture d'hydrogène, anime l'association H2 Mobility Switzerland qui réunit des acteurs de la distribution, la logistique, les opérateurs de station de distribution, des développeurs, des énergéticiens. Avec Hyundai, ils prévoient de livrer 1 600 poids lourds d'ici 2025.

18

Mardi 26 janvier
09.00 - 10.15

Organisme
FNCCR

Intervenants

Sébastien Delhomelle,
 CEREMA

Intervenant des Pays-Bas

Intervenant Nice Métropole

Les réseaux de chaleur du futur pour acter l'approche multi-énergies, c'est maintenant !

L'approche multi-énergies ? On en parle tous, mais lorsqu'il s'agit de passer à l'action, c'est parfois plus complexe, on ne sait par où commencer ! Et si, plutôt que de raisonner d'abord par le réseau électrique, on commençait par le réseau de chaleur ? Boucles d'eau tempérée, utilisation du chaud et du froid, stockage thermique, cogénération, écrêtage des courbes de charge et approche multi-énergies...tous les ingrédients sont réunis pour une action pragmatique pleine de réussite !

Dans cet atelier, nous travaillerons ainsi sur :

- la mobilisation du levier de l'urbanisme pour asseoir une approche multi-énergies cohérente,
- les outils techniques qui permettent de raisonner en commençant par le réseau de chaleur et en articulant les autres réseaux électrique et gaz,
- la mobilisation de sources de chaleur et de stockage adaptées au territoire.

19

Mardi 26 janvier
14.00 - 15.15

Organisme
Amiens Métropole

Intervenants

Benoit Mercuzot, Vice-Président de Amiens Métropole et Président de Amiens énergies

Elsa Chony, Ingénieur chaleur fatale, ADEME

Jean Gravelier, Directeur Général, Polénergie

Harold Vandenberghe, Chargé de mission création de réseaux de chaleur/froid, AMORCE

La chaleur fatale : une énergie complexe au service de la transition énergétique

La chaleur fatale est une énergie récupérable autant dans l'industrie (fumées de fours, buées, chaleur sensible de produits...) que dans les systèmes de valorisation énergétique des déchets, les data centers ou les stations d'épuration...

L'ADEME estime à 109,5 TWh, soit 36 % de la consommation de combustibles de l'industrie, la quantité de chaleur fatale dans l'industrie. Pour exploiter ce gisement majeur, la PPE a fixé un objectif national de multiplication par 5 à 6 d'ici à 2028 de la chaleur récupérée par les réseaux par rapport aux 3 TWh de 2016.

Pour l'atteindre, le montage de projet par les collectivités prend en compte des contraintes économiques, organisationnelles (stratégie territoriale d'échange entre acteurs publics et privés) ou encore techniques (adaptation des réseaux aux caractéristiques des sources et puits). Les intervenants de cet atelier échangeront avec les participants sur ces points et sur les pistes d'évolution de la filière :

- L'association AMORCE donnera des clés méthodologiques pour l'émergence de projets à destination des collectivités (issues de son guide à paraître en 2020) ;
- L'ADEME présentera la stratégie nationale de dérisquage de ce type de projets ;
- La métropole d'Amiens fera part de sa stratégie territoriale d'intégration des sources de chaleur fatale dans les projets de réseaux de chaleur ;
- Enfin l'association Polénergie présentera son approche à l'échelle d'un écosystème industriel ainsi que des solutions innovantes de valorisation.

20

Mardi 26 janvier
15.00 - 16.30

Organisme

**Association Climate
 Chance**

Intervenants

Lisa Strauch, Project
 Manager, Adelphi
 ADEME (à confirmer)
 Représentant d'un des
 réseaux de collectivités au
 Royaume-Uni (à confirmer).

Faire des plans climat les pièces d'un même puzzle !

Climate Chance propose une analyse des cadres législatifs et politiques en France, au Royaume-Uni et en Allemagne, proposés aux collectivités locales pour faciliter la formulation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des plans climat locaux et régionaux. Nous explorons dans chacun de ces pays les mécanismes concrets pour faciliter l'articulation entre plans locaux, régionaux et les stratégies nationales climat, une fois de plus lors des trois phases principales que sont la formulation, la mise en œuvre et le suivi.

Intégrer le potentiel d'action des villes et des régions pour l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris, est une condition reconnue de tous, mais bénéficie encore peu d'observations, d'analyses et d'échanges d'expérience sur les différentes tentatives qui peuvent exister en Europe. Pourtant, concrétiser ce que l'on appelle également "l'intégration verticale" de la planification climat, peut d'une part, accélérer le soutien technique et financier dont les collectivités locales ont besoin pour mener au mieux sa mise en œuvre et son suivi, et d'autre part, aider les Etats à rehausser leurs objectifs nationaux plus rapidement. Ces observations permettront de mieux appréhender la complémentarité entre initiatives internationales et cadres nationaux.

Ces travaux pourront également nourrir les réflexions de la coalition Climate Chance sur la gouvernance multi-acteurs du climat (Comité21, Comité Européen des Régions, CESE européen, ICLEI, OCDE, Ecolise etc).

21

Mercredi 27 janvier
09.00 - 10.15

Organisme
GRDF

Intervenants

François Dedieu, GRDF
Camille Dusannier, Ingénieur
 projet Agriopale Services
Antoine Corolleur, Président
 du Syndicat Départemental
 d'Energie et d'Equipement
 du Finistère (SDEF)
Jean-Marc Boucheret,
 Responsable Mobilité
 Durable, IVECO Bus

Concilier transition énergétique et résilience du territoire pour les véhicules lourds. Avec le BioGNV, c'est possible !

Les véhicules professionnels ne représentent que 3% du parc mais représentent 25% des émissions de CO₂ du secteur transport routier. Ils sont pourtant indispensables : même en prônant les circuits courts, des biens de consommation continueront à circuler, et le transport de voyageurs ne sera pas totalement supplanté par la mobilité douce ou le covoiturage. Ce type de véhicules doit donc évoluer vers des solutions énergétiques vertueuses et résilientes. Parmi le mix des solutions envisagées, le BioGNV a toute sa place.

Pour le démontrer, l'atelier animé par GRDF s'articulera autour de 3 axes et 3 témoignages :

- la production du BioGNV, carburant renouvelable et local, dans laquelle s'engagent certains acteurs de la filière biométhane. Maîtrisant ainsi la chaîne de valeur de la production à l'usage, ils représentent une alternative aux grands acteurs de l'énergie.
- la distribution du BioGNV, domaine où les projets de territoire font émerger de nouveaux acteurs comme les syndicats d'énergie. Ils permettent une planification tenant compte des enjeux fonciers et de la cohérence des schémas de développement de la mobilité sur le territoire.
- l'industrie et l'emploi : de l'ingénierie à la fabrication de moteurs et bus, en passant par les stations d'avitaillement et la maintenance des véhicules, il existe une filière industrielle française. Le développement des véhicules gaz tel que prévu par la PPE devrait créer environ 36 000 emplois bruts en France d'ici 2030.

22

Mercredi 27 janvier
10.30 - 11.45

Organisme
SCIC Énergie
Citoyenne

Intervenant

Véronique Marien, Chargée
de mission Scic énergie
citoyenne

De quel bois je me chauffe

Pour nous tous et toutes, il était essentiel que le bois soit local et géré durablement ! Alors nous nous sommes lancés dans la gestion d'une plate-forme de bois déchiqueté pour approvisionner nos MICHAUCO (Micro CHAUfferie COLlective au bois). Notre projet est de faire de cette plate-forme un lieu de sensibilisation à la transition énergétique pour les habitants du territoire en organisant différents événements et en créant un groupe d'ambassadeurs pour faire connaître les MICHAUCO.

23

Jeudi 28 janvier
10.00 - 11.15

Organisme

Association Zoein
France

Intervenants

Monica Serlavos, Fondation
 Zoein Genève

Joëlle Chalavoux,
 Association de préfiguration
 RTE-Haute Vallée de l'Aude
Frédéric Bosqué, Association
 TERA

Jean-Christophe Lipovac,
 Association Zoein
 France/membre fondateur
 de TILT - Coopérative de
 Transition Ecologique

Le Revenu de Transition Écologique en France et en Suisse, un an après !

Lors des Assises Européennes de la Transition Énergétique en 2019, une rencontre entre Sophie Swaton, Chercheuse à l'Université de Lausanne, à l'initiative du "Revenu de Transition Ecologique" (RTE), et Damien Carême, Maire de Grande-Synthe (2001 à 2019) a débouché quelques mois plus tard sur le lancement d'une expérimentation unique en France : la création d'une Coopérative de Transition Ecologique - la Coopérative TILT - en vue d'expérimenter des RTE.

Le RTE est un dispositif qui repose sur une aide financière conditionnée et un accompagnement attribués aux personnes qui s'engagent dans une activité répondant aux urgences écologiques de leur territoire, et qui adhèrent à une structure démocratique : une "coopérative de transition écologique". La finalité d'un RTE est de permettre à tous de développer une activité rémunératrice, épanouissante, inscrite dans une perspective de soutenabilité.

D'autres territoires pionniers en France, comme le territoire de la Haute Vallée de l'Aude (Occitanie), ou encore le projet d'écovillage TERA (Nouvelle Aquitaine), de même qu'en Suisse, le Canton de Vaud, ont aussi choisi d'expérimenter ce dispositif innovant pour renforcer la résilience de leur territoire et concrétiser localement une transition écologique et solidaire.

Un an après le lancement de ces expérimentations, Zoein France organise une table-ronde avec les protagonistes de ces expérimentations en France et en Suisse en vue de partager de premiers enseignements.

Jeudi 28 janvier
10.00 - 11.15

Organisme
Efficacy

Intervenants

Morgane Colombert, Cheffe de projet et ingénieure de recherche, Efficacy

Anne Lefranc, Ingénieure au Pôle Aménagement des villes et des territoires, ADEME

Olivier Pénichout, Directeur gestion technique, ICADE

Anthony Rousteau, Responsable d'opération d'aménagement, ALTER Anjou Loire Territoires

Quartier à Energie positive ou bas carbone, faut-il choisir ? La méthode Quartier E+C- pour les opérations d'aménagement

Le projet de recherche Quartier E+C- vise l'élaboration d'une méthode d'évaluation pour l'énergie et le carbone à l'échelle des opérations d'aménagement, et son application sur 8 projets pilotes grâce à un premier outil logiciel "UrbanPrint".

Pourquoi ? La méthode a deux atouts :

- Quantifier, par une approche ACV, la performance énergétique et les émissions de GES d'un quartier neuf ou existant, en tenant compte de tous les contributeurs à cette échelle (bâtiments, réseaux, espaces extérieurs, mobilités...).
- Accompagner les acteurs dans leur stratégie en les sensibilisant aux ordres de grandeur des performances associées aux actions, pour savoir où agir en priorité.

Pour qui ? La méthode s'adresse prioritairement à l'aménageur et à ses partenaires qui cherchent à tester et optimiser leurs choix de conception et de prescriptions tout au long du projet au regard des données à leur disposition. Son application permet aussi d'objectiver le dialogue avec les autres acteurs comme les collectivités en amont ou les promoteurs en aval.

Quand et comment ? La méthode est un outil d'aide à la décision qui accompagne les acteurs d'un projet d'aménagement dans :

- la définition d'ambitions réalistes en fonction du contexte ou des choix programmatiques,
- les orientations et les stratégies d'aménagement,
- les spécifications des niveaux de performance attendus en réalisation.

Elle propose d'exprimer la performance au travers de l'empreinte carbone moyenne par usager, facilitant les comparaisons.

25

Judi 28 janvier
10.45 - 12.00

Organisme
Sobre Énergie

Intervenants

Anne Seringe, Directrice
 Commercial et Marketing,
 Sobre Energie

David Fage, Ingénieur
 d'affaires, Sobre Energie
 Représentant d'une grande
 collectivité

Accélérer la transition énergétique des bâtiments : découvrez les plans d'efficacité énergétique mis en place par Sobre Energie à l'échelle d'une grande collectivité

Face aux changements climatiques, la prise de conscience de l'urgence d'agir est générale, pour les citoyens, les collectivités locales et les entreprises. Aussi des questions concrètes se posent : comment sortir de l'intention et agir ? comment définir des plans efficaces ? comment engager les occupants et les managers autour de ce projet ?

Pour répondre à ces questions, l'atelier inspiration s'organisera sous le signe de l'intelligence énergétique avec :

- un témoignage d'une importante collectivité locale sur la mise en place de son plan d'efficacité énergétique,
- un retour terrain de nos Experts Datas et nos Energy Managers des nouvelles méthodes de pilotage et de management énergétique des parcs immobiliers.

L'objectif ? Montrer par des exemples concrets comment faire parler les datas, passer aux plans d'actions, réaliser des économies d'énergie et réduire les émissions des GES. Les datas et les actions de performance permettent de mieux connaître le patrimoine immobilier et engager des rénovations de manière la plus optimale possible.

Au-delà de la maîtrise des consommations, nous viendrons également illustrer comment le pilotage de la transition énergétique constitue une véritable opportunité de conduire le changement dans l'organisation en inscrivant les parties prenantes, notamment les occupants de ces ensembles immobiliers vers le changement et vers de nouveaux engagements sur ces enjeux sociétaux d'importance.



26

Vendredi 29 janvier
09.30 - 10.45

Organisme

**HOP (Halte à
l'obsolescence
programmée)**

Intervenants

Samuel Sauvage, Président
de HOP

Thierry Bouche, Responsable
des services Déchèterie et
Ressourcerie, SYMEVAD

Vincent Aurez, Directeur du
développement durable,
NOVAXIA

Simon Pouillaute, Chef de
projets Energie Climat,
AUXILIA

Obsolescence programmée, une fatalité dans ma collectivité ?

L'obsolescence programmée est reconnue dans la loi TEPCV comme l'ensemble des pratiques qui vise à raccourcir la durée de vie des produits pour en augmenter le taux de renouvellement. Au niveau local, les conséquences de ces pratiques sont considérables en termes de bilan carbone, de déchets ou encore de pouvoir d'achat.

En 2018, un atelier "challenge" avait permis de quantifier les impacts énergétiques de l'obsolescence programmée, en montrant que des économies de 77 millions de kWh seraient atteignables si la durée de vie de 4 catégories de biens augmentait de 50 %, soit davantage que les objectifs français à horizon 2023.

Cette table ronde vise à donner les outils aux acteurs locaux pour accroître la durée de vie des équipements : quelles sont les politiques locales proposées par l'association HOP (politiques économiques, réparation, réemploi, commande publique, etc.) ? Comment s'en sont saisies des collectivités "exemplaires" ? Quelles sont les propositions alternatives formulées par les entreprises pionnières sur la durabilité ? Autant de sujets que la table ronde permettra d'aborder, sans oublier d'apporter un éclairage sur les impacts énergétiques de ces pratiques.

Si, vous aussi, vous voulez agir pour la durabilité des produits au niveau local, cette table ronde est faite pour vous !

27

Vendredi 29 janvier
14.00 - 15.15

Organisme
Bordeaux Métropole

Intervenants

Mathias Berry, Chargé
d'études réseaux de chaleur
et de froid, Cerema

Christian Longuemare,
Responsable du service
chaleur, Métropole Rouen
Normandie

Bruno Lacarrière, Enseignant
chercheur, IMT Atlantique

Aude ROSENER, Cheffe de
projet ENR, Bordeaux
Métropole

Rénover mon réseau de chaleur : même pas peur !

La moitié des réseaux de chaleur en France a plus de 40 ans. Ils sont souvent attractifs sur les plans économiques et environnementaux mais présentent de plus en plus de signes de vieillissement (fuites, corrosion, perte de calorifuge...). Leur rénovation devient indispensable pour pérenniser le service.

Dans une récente enquête, le CEREMA démontre que les rénovations sont encore peu nombreuses, alors que le remplacement de vieilles canalisations est un sujet montant qui souffre de peu de retour d'expérience.

Les cas des réseaux de chaleur des Hauts de Garonne (Bordeaux Métropole), de la petite Bouverie et de Petit Quevilly (Métropole Rouen Normandie) vous seront présentés. Ces retours d'expérience permettront de rendre concrètes, les problématiques rencontrées lors de la rénovation de ces réseaux.

Enfin, une présentation de l'IMT Atlantique (Ecole Mines Telecom) permettra de décrire l'état de la R&D sur le sujet de l'optimisation des réseaux de chaleur existants dans les phases de fonctionnement et de transformation.

Schéma directeur, concertation, modélisation technico-économique, recherche de dispositions techniques dans la reconstruction de réseau ...

Entre partage de stratégie et d'expérience, vous aurez toutes les clés pour la reconstruction et le développement de vos réseaux, essentielles pour garantir un fonctionnement optimum et pour dynamiser son développement et son image !

28

Mardi 2 février
09.00 - 10.15

Organisme
Région Hauts de
France

Intervenants

Patrick Goeuriot, ICF,
 bailleur

Damien Baleux, Ville de Lille
Samuel Rialland, Atlanbois,
 porteur du Club entreprises
 Pays de la Loire

EnergieSprong, une démarche innovante au service de la performance énergétique des territoires

Initiée en 2012, l'approche EnergieSprong, "saut énergétique" en hollandais, vise à accélérer la rénovation à zéro énergie garantie en s'appuyant notamment sur une logique de préfabrication et d'industrialisation. Cette démarche propose de nouveaux standards de rénovation alignant les intérêts de tous les acteurs par un cahier des charges orienté sur les résultats et basé sur 4 principes :

- un niveau énergie zéro (le logement produit autant d'énergie qu'il en consomme) garanti sur 30 ans, via un haut niveau d'efficacité énergétique et une production locale d'ENR,
- un surcoût financé par les économies d'énergie, via la garantie de performance,
- des travaux en site occupé réalisés en un temps court grâce à des process industrialisés et à l'utilisation d'éléments préfabriqués (faibles nuisances du chantier),
- une attention spécifique portée au confort, à l'esthétique et la qualité architecturale.

Lancée en France depuis 2016, cette approche globale s'est déployée d'abord sur le logement social, et bientôt sur d'autres types de bâtiments (scolaires), comme une solution locale concrète pour massifier les rénovations énergétiques durables.

La Région regroupe un écosystème d'acteurs matures et motivés. En France, d'autres dynamiques s'organisent autour de cette démarche.

Venez découvrir et comprendre cette démarche et son potentiel grâce aux témoignages d'acteurs engagés : bénéfices en coût global, opportunités pour les filières locales, synergies possibles au niveau territorial.

29

Lundi 2 février
10.00 - 12.00

Organisme
Association Hespul

Intervenants

Marie-Aimée Quadrio,
 Référente Energies
 Renouvelables, Direction de
 la Transition Énergétique et
 des Territoires, Région PACA

Luc Petitpain, Chargé de
 mission pour le
 développement des énergies
 renouvelables - Service
 Energie et Logement, DREAL
 PACA

Geneviève Boissin,
 Responsable du service
 environnement et énergie,
 Cove (Communauté
 d'agglomération Ventoux
 Comtat Venaissin)

Stéphane Raizin, Directeur
 du Syme 05

Innover pour montrer l'exemple et atteindre les objectifs

Le rythme de développement du photovoltaïque doit être multiplié par 4 pour atteindre nos objectifs nationaux. Alors que la priorité d'équiper les bâtiments existants fait consensus, la croissance du secteur reste portée par les grandes centrales au sol. Face à ce constat : comment exploiter le gisement solaire partout très élevé en toitures et parkings et embarquer ainsi un maximum d'acteurs dans la dynamique de la transition énergétique ?

En PACA, les acteurs publics se mobilisent et adaptent leurs métiers pour accompagner - ou mener directement - une massification des "petits" projets. Nous verrons dans cet atelier comment :

- la Région fait évoluer ses mécanismes de soutien pour inciter à une exploitation maximale du potentiel,

- la DREAL s'organise pour équiper les bâtiments de l'Etat,

- après une première "grappe" de 30 installations, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin s'attèle aux... 800 bâtiments communaux restants,

- le Syndicat d'énergie des Hautes-Alpes accompagne les porteurs de projets en cas de difficulté pour le raccordement au réseau.

Les méthodes, outils, dépenses, moyens mis en œuvre, organisation interne, réussites et difficultés seront débattus avec le concours de l'association Hespul, en charge du centre de ressource national du photovoltaïque, qui assurera l'animation de cet atelier (représentée par Emmanuel Goy).

30

Mardi 2 février
14.00 - 15.15

Organisme
EDF

Intervenants

Oanez Codet-Hache,
 Métropole de Dijon
Jean-Patrick Masson, Vice-
 Président de Dijon
 Métropole
Eric Tourte, Délégué Emploi,
 Innovation Bourgogne-
 Franche-Comté, EDF
Rémi Landau - Chargé
 Affaires Européennes,
 financement de projets - EDF

Projet "Response" - Smart City Dijon

La métropole de Dijon a récemment délibéré comme objectif de tendre vers la neutralité carbone en 2050.

Ce qui est proposé au sein de cet atelier, est d'échanger autour de l'expérience du territoire et de ses partenaires, qui se sont rassemblés et mobilisés pour répondre à l'ambitieux AAP

" Smart Cities and Communities " au travers du projet RESPONSE, seul lauréat de cet appel à projet en 2020. L'objectif de cet AAP est de réduire les émissions de CO₂ et d'améliorer la qualité de l'air en ville en faisant émerger des îlots de bâtiments à énergie positive.

Comment alors monter un tel projet devant réunir une vingtaine de partenaires en à peu près 6 mois en atteignant un niveau d'innovation et d'ambition élevé et crédible pour convaincre la Commission Européenne ?

Convaincre, communiquer, mobiliser et construire ensemble une vision partagée du projet dans un cadre assez ouvert ont été les axes suivis par un co-pilotage EDF - Dijon métropole.

A défaut de succès la 1ère année en 2019, la dynamique créée a naturellement conduit à re-candidater avec succès.

Facteurs de réussite :

- Identifier les projets en cours ou en formation en lien avec la thématique de l'AAP,
- Partager les enjeux de chacun,
- Identifier comment le projet peut servir les intérêts des partenaires,
- Laisser la place aux propositions (bottom up) et ouvrir le champ en permanence pour faire croître la dynamique partenariale,
- Mettre en place une gouvernance partagée et ouverte pour construire le dossier.

31

Mardi 2 février
14.00 - 15.15

Organisme
Ville de Lille

Intervenants

Céline Royer, Directrice du
 Projet Educatif Global, Ville
 de Lille

Grégory Flament, Directeur
 adjoint de la Maintenance
 des Bâtiments, Ville de Lille

Adèle Bigot, Chargée de
 mission Adaptation au
 changement climatique, Ville
 de Lille

Pour s'adapter au changement climatique, végétalisons nos cours d'écoles !

La Ville de Lille subit comme beaucoup de territoires les conséquences du changement climatique par la montée des températures et l'arrivée de canicules plus fréquentes et intenses. Les écoles constituent le terrain d'expérimentation idéal pour appliquer les principes de l'adaptation au changement climatique : les cours d'école sont bien souvent des micro-îlots de chaleur urbains, elles maillent tous les quartiers des villes, accueillent des publics vulnérables à la chaleur, et appartiennent au patrimoine de la commune qui a donc la main sur leur rénovation. Végétaliser les cours d'école en diminuant les surfaces bétonnées, faire revenir la nature au sein des écoles, c'est à la fois réduire la pression induite par la chaleur sur ces publics et les sensibiliser sur les questions de climat et d'environnement. La Ville de Lille a engagé en 2018 une politique de végétalisation des cours d'école, avec plusieurs cours d'école repensées et rénovées par le prisme de la végétalisation en 2019 et en 2020. Ce travail est conçu à la fois avec les équipes éducatives, pour les impliquer dans la réalisation du projet, et un bureau paysagiste qui conçoit avec les services de la Ville chaque projet de végétalisation. La Ville de Lille, par cette action, est partenaire associée du projet européen LIFE ARTISAN (Accroître la Résilience des Territoires par l'Incitation aux Solutions d'Adaptation fondées sur la Nature) porté par l'Office français de la biodiversité, se déroulant de 2019 à 2027.

Mardi 2 février
15.30 - 16.45

Organisme
Institut NégaWatt

Intervenants

Laure Charpentier, Institut négaWatt

Jacques Schmitt, Directeur Mission Projets Stratégiques et Transition Énergétique, Université Grenoble Alpes

Jean Chaumont, Ingénieur Énergie Environnement, Conseil Départemental du Val de Marne

Damien Baleux, Responsable Cellule Énergie, Ville de Lille

Abdellah Aznay, Responsable du Service Énergie, Direction de la Maîtrise d'Ouvrage Educative Région Occitanie

Patrimoines bâtis performants : l'alliance de la vision stratégique et de la transformation des pratiques opérationnelles

De la simulation de trajectoires 2020-2050 à la négociation des budgets, du lancement de marchés globaux de performance à la formation des cuisiniers, de l'Intracting à la rénovation complète d'une école en 2 mois... Les pionniers du Club Planiss'Immo témoignent.

Avec les lois TECV, ELAN et le "décret tertiaire", les propriétaires de bâtiments tertiaires doivent clarifier leurs plans pour réduire la consommation de leur patrimoine bâti de - 40 %, - 50 %, - 60 % à l'horizon 2030, 2040, 2050.

Le Conseil Départemental du Val de Marne, la Ville de Lille, les Universités de Grenoble, la Région Occitanie n'ont pas attendu pour se préparer aux obligations réglementaires et prendre la mesure des besoins humains, techniques et financiers nécessaires pour passer à l'action.

Tout en simulant les trajectoires possibles pour parvenir aux objectifs, ils font sans cesse le lien avec leurs pratiques opérationnelles pour les adapter. Les moyens limités poussent à rechercher d'autres manières de faire, à se donner le droit à l'expérimentation, à combiner les solutions.

Au sein du Club Planiss'Immo animé par l'Institut négaWatt, ils partagent les réussites et les échecs, les intentions et les solutions, autant de leviers pour gagner en efficacité, trouver son propre mode de faire, se soutenir devant le défi de la Transition !

Pendant l'atelier, les membres du Club Utilisateurs Planiss'Immo illustreront par des exemples comment relier vision stratégique et transformation des pratiques opérationnelles.

33

Mercredi 3 février
10.30 - 11.45

Organisme
ADEME

Intervenants

Geoffrey Mathon, Premier adjoint au maire de Loos-en-Gohelle

Hervé Pignon, Directeur régional de l'ADEME

Arnaud Houel, Directeur du pôle aménagement de Grande-Synthe

Karine Sage, Consultante - Quadrant Conseil

Ça, ça a marché, là, on s'est planté : tirer des leçons de sa démarche de transition

Pour engager une transition énergétique et écologique sur son territoire, nous sommes nombreux à avoir l'intuition qu'il est nécessaire d'y impliquer durablement sa population, ses entreprises et ses associations.

Partant de ce principe, l'ADEME a bâti en partenariat avec plusieurs villes des Hauts-de-France des démonstrateurs nationaux de la conduite du changement qui sont, chacun dans leur contexte et avec leur volonté d'innover dans la manière de conduire leur projet, des laboratoires de la transition écologique et énergétique.

En s'appuyant sur des méthodes d'évaluation et de capitalisations innovantes déployées auprès de ces territoires, il s'agit de comprendre et de s'inspirer de leur expérience pour en tirer des enseignements à partager avec d'autres territoires. Partir d'un récit de trajectoire, impliquer les habitants, être exemplaire, sont autant de bonnes pratiques à confronter à d'autres contextes territoriaux.

L'atelier est bâti sur le retour d'expérience de ces territoires démonstrateurs et de l'ADEME pour amorcer un échange avec les participants :

- Sur les pratiques qui fonctionnent dans une démarche de transition réussie ;
- Sur les apports de l'évaluation dans ce contexte : notamment comment, au-delà des pratiques, il est important d'identifier les effets recherchés lorsqu'on s'engage dans une transition ;
- Sur la meilleure façon de partager ces enseignements avec d'autres territoires.

34

Mercredi 3 février
10.30 - 11.45

Organisme

**ASEC - Association
suisse pour l'énergie
citoyenne**

Intervenants

Hervé Fauvain, Chef de
projet Environnement,
Grand Genève

Philippe Bovet,
membre de Negawatt Suisse

Mónica Serlavós,
Co-présidente, Association
Suisse pour l'énergie
citoyenne

Jean-Marc Comment -
Modérateur (Grands Parents
pour le Climat, Negawatt
Suisse)

En quoi l'urgence climatique permet-elle aux acteurs de la société civile et aux collectivités d'agir en faveur de la transition énergétique ?

En 2019, des villes comme Paris, New York, Barcelone, Milan, Bonn ou Genève ont déclaré l'urgence climatique. Ce nouvel outil a émergé comme réponse urgente aux constats scientifiques qui montrent la recrudescence d'une dégradation environnementale due, principalement, aux émissions de gaz à effet de serre (GES), avec des conséquences néfastes non seulement pour nos sociétés et systèmes économiques, mais aussi sur l'habitabilité de la Terre.

Or, de quelle manière cette décision politique se traduit-elle en effet sur une nouvelle trajectoire permettant de réduire les émissions de GES de 45 % d'ici 2030 ? Comment passer, donc, du symbole politique à l'action urgente et radicale ?

La magnitude de l'enjeu, accentuée par le contexte de relance économique actuel dû à la crise sanitaire, demande alors une mobilisation de tous les acteurs de la société, y compris les citoyens. De ce point de vue, l'énergie citoyenne apparaît comme un levier parmi d'autres pour accélérer la transition énergétique et répondre à l'urgence climatique. En effet, l'économie, la production et la distribution autonome d'énergie décentralisée, écologique, participative et collective constituent une contribution citoyenne à la transition énergétique au niveau local.

Dans cet atelier nous nous interrogerons sur les stratégies pour massifier l'énergie citoyenne dans le cadre de l'urgence climatique déclarée par plusieurs villes et régions partout dans le monde.

35

Judi 4 février
10.30 - 11.45

Organisme
ADEME

Intervenants

Amandine Vidal, Cheffe de projet urbanisme durable - Direction de l'Aménagement et des Déplacements - PLU-i Est-Ensemble

Cécile Benech, Référente de la Commission Transition Environnementale et Eau - Etablissement public SCoT de la région de Grenoble

Eve Zimmermann - Etablissement public SCoT de la région de Strasbourg SCOTERS

La planification urbaine : levier d'une stratégie bas carbone

Comment impulser, conforter et généraliser un changement de trajectoire du mode de développement de nos territoires, compatible avec l'urgence climatique ? Comment déployer les enjeux de transition écologique et énergétique dans les territoires ? La planification urbaine au travers les documents d'urbanisme (SCoT, PLU-I et PLU) constitue un levier incontournable pour territorialiser les stratégies de la TEE.

Parmi les 16 territoires accompagnés par l'ADEME pour expérimenter le Planification urbaine au service des stratégies bas carbone, 2 ou 3 collectivités partageront leurs enseignements, autour de deux questions-clés :

1/ Comment développer la nécessaire transversalité entre acteurs de l'urbanisme et de l'énergie ? Quels modes de collaboration pour articuler les échelles de territoire et de planification (SCoT, PLU-I, PLU, PCAET, SRADDET) ?
 2/ Quelle est l'opérationnalité des documents de planification urbaine et comment passer de l'ambition à l'action ? Comment garder le cap de TEE dans les territoires face aux aléas (crise sanitaire, économique ...) ?

Les travaux en cours permettent notamment :

- La co-construction d'une boîte à outils partagée (CLIM'URBA, GES URBA, AEU2, ...)
- La mise en œuvre d'une plateforme d'échanges et une communauté de travail associant porteurs de projets, opérateurs et partenaires tant nationaux que locaux (MTES, Fédération des SCoT, ADCF, FNCAUE, FNAU, FNCCR, Fédération des Parcs Naturels Régionaux ...). L'atelier sera animé par Emmanuel THIBIER et Natacha MONNET de l'ADEME

36

Jeudi 4 février
10.30 - 11.45

Organisme

**CLER - Réseau pour la
Transition Énergétique**

Intervenants

Pauline Michaud, Chargée
de développement et
partenariats, Hespul

Gaëtan Brisepierre,
Sociologue de la transition
écologique et énergétique
du bâtiment - Animateur de
la démarche ImmoRÉNO

Régis Vogliazzo,
Responsable Information et
Partenariats à la rénovation
énergétique, ALEC de
Marseille

Léa Le Souder, Responsable
de projets - CLER - Réseau
pour la Transition
énergétique, animatrice de
l'atelier

Se préparer à l'obligation de rénover : mobiliser les acteurs de la transaction immobilière

Cet atelier propose d'échanger sur des démarches visant à mobiliser les acteurs de la transaction immobilière pour la rénovation énergétique performante des logements.

L'achat d'un bien est un moment propice à la réalisation de travaux de rénovation pour améliorer sa performance énergétique. Les professionnels de l'immobilier que sont les agents immobiliers, les conseillers bancaires, les notaires et les courtiers sont donc des acteurs incontournables pour sensibiliser les futurs propriétaires à la rénovation performante et les orienter vers un service de conseil gratuit et indépendant.

Une brève présentation des mesures réglementaires d'obligation de rénovation énergétique en cours et à venir cadrera l'atelier : elles présentent l'opportunité pour les acteurs de l'immobilier de se saisir du sujet en s'appuyant sur l'expertise indépendante du réseau FAIRE.

Comment rapprocher ces deux univers et tisser des partenariats entre eux ? C'est l'objectif des retours d'expérience qui seront présentés :

- Le programme CEE Actimmo, mis en œuvre par 28 organisations locales membres du réseau FAIRE grâce à des outils et une méthodologie expérimentés et développés par Hespul

- La démarche ImmoRENO qui repose sur le retour d'expérience de plusieurs structures FAIRE sur la mobilisation des agences immobilières pour la rénovation énergétique

- L'intervention d'un ancien professionnel de l'immobilier, désormais responsable de partenariats "Rénovation énergétique" à l'ALEC de Marseille.

37

Jeudi 4 février
10.30 - 11.45

Organisme
Enercoop

Intervenants

Julien Courtel, Chargé de relation producteurs, Enercoop

Nicolas Postic, Coordinateur approvisionnement long terme, Enercoop

Erwan Boumard, Directeur Energie Partagée

Daniel Fenaux, Directeur Général SEM 24 Périgord Energies

Participation, Proximité, Ancrage : comment faire des PPA un projet de territoire aux mains des collectivités et des citoyens ?

Ces dernières années ont vu croître l'engouement des acteurs de l'énergie pour un nouveau type de contrat : les contrats de vente directe d'électricité, plus connus sous le nom de "Power Purchase Agreements", ou PPA. Permettant de garantir un prix fixe et décorrélé du marché sur le long terme, ce type de contrat présente des avantages non négligeables dont se saisissent pour l'heure majoritairement les grands acteurs industriels et non les acteurs locaux. Les PPA sont pourtant un formidable outil pour rassembler citoyens, collectivités et autres acteurs locaux autour d'un projet de territoire, renforçant les boucles courtes entre production et consommation.

C'est animés de cette volonté de réappropriation territoriale de l'énergie et de maîtrise des coûts qu'un fonds d'investissements citoyen, une communauté de communes, un fournisseur coopératif et un développeur ont monté ensemble un PPA inédit en France et vous invitent à débattre avec eux des opportunités, enjeux et perspectives des PPA de territoires en France.

38

Judi 4 février
14.00 - 15.15

Organisme

Fédération FLAME

Intervenants

Laura Kirchhoff, Consultant,
 Federal Association of
 Energy and Climate
 Protection Agencies (EAD),
 Germany

Eva Marx, Senior Consultant,
 Berlin Energy Agency,
 Germany

Charline Lasterre, Directrice,
 Agence Locale de l'Energie et
 du Climat (ALEC) du Pays de
 Saint Briec - France

Frank Sentier, Coordinateur
 national, Fédération des
 Agence Locales de Maitrise
 de l'Energie et du Climat
 (FLAME), France

Explorez des pistes de lutte contre la précarité énergétique grâce à des expériences allemande et française

Selon le parlement européen, presque 50 millions d'euro péens sont en situation de précarité énergétique et de nombreux ménages subissent des coupures d'électricité tous les ans.

Le projet "Energy Saving Check" de la fédération allemande EAD et de Caritas Allemagne s'attaque à la précarité énergétique des ménages aux bas revenus en Allemagne depuis plus de 10 ans. En analysant les consommations d'électricité, de chauffage et d'eau et en fournissant des kits d'économie d'énergie, les ménages ont pu économiser 350 M€ et réduire leurs émissions de CO₂ de 550 kT depuis 2008. Le projet est actif sur plus de 150 villes et a touché presque 350 000 ménages jusqu'à présent.

Les collectivités bretonnes ont mis en place un ensemble de dispositifs opérés par les ALEC. Des SLIME pour identifier, conseiller et orienter les ménages, s'appuyant sur des réseaux de donneurs d'alerte et sur une dizaine de chargés de visites. Des fonds d'aides aux travaux, financés par des collectivités et la Fondation Abbé Pierre, ont été créés permettant une amélioration rapide et significative de la qualité de vie ou la sécurité des ménages. Enfin les ALEC ont participé à une étude régionale afin d'analyser l'impact de la précarité énergétique sur la santé des ménages avec une visite d'un Conseiller médical en environnement intérieur.

Sur la base de ces deux exemples nous chercherons à identifier les facteurs de succès et les difficultés de la lutte contre la précarité énergétique au plus près des ménages.

39

Mardi 9 février
14.30 - 15.45

Organisme

Fédération des Epl

Intervenants

Philippe Behaegel, Président
 Directeur Général de la SPL
 Modulo (MObilité DUrable
 LOcale)

Benoit Mercuzot, Président
 de la SemOp Amiens
 Energies

Alin Guezello, Président
 directeur général de la Spl
 Horizon Réunion

Emmanuel Julien, Président
 du directoire de Sergies

Les Epl : outil de coopération territoriale au service de l'excellence environnementale

Les collectivités locales jouent un rôle majeur dans la transition énergétique et disposent pour ce faire d'outils efficaces que sont les Entreprises publiques locales. Véritable couteau suisse, ces dernières ont un champ d'intervention vaste et ont développé une expertise dans les énergies renouvelables, les réseaux de chaleur ou encore la rénovation énergétique des bâtiments. Souples et agiles, ces entreprises privées, aux capitaux publics, sont en mesure de déployer des services innovants pour pallier l'absence d'initiative privée, comme les bornes de recharge électrique...

Cet atelier vous propose de partager et d'échanger sur ces outils, pour mieux connaître :

- la gamme Epl composée de sociétés d'économie mixte (Sem), sociétés publiques locales (Spl) ou Sem à opération unique (SemOp),
- leur action dans la transition énergétique,
- leur mode de gouvernance,
- leur capacité à fédérer et impliquer les citoyens et tout un écosystème territorial selon les projets.

Cet atelier présentera des exemples concrets de projets, achevés ou en cours de construction, menés par les Epl et reviendra sur les différents montages juridiques et financiers possibles.

40

Jeudi 11 février
14.00 - 15.15

Organisme
AFPG

Intervenants

Jean-Marc Percebois, AFPG
Jean-Christophe Clément,
Dalkia
Pierre-Benoit Marmoux,
Dalkia Smart Building
Armand Pomart, AFPG,
animateur de l'atelier

La géothermie, une solution énergétique au plus proche des besoins de vos bâtiments

Énergie renouvelable, non intermittente, décarbonée et discrète ; la géothermie s'impose comme une solution respectueuse de l'environnement pour la production de chaud et de froid (confort en toute saison et process thermiques).

La boucle d'eau tempérée à énergie géothermique est un dispositif innovant permettant la mutualisation de la ressource et des besoins énergétiques de plusieurs bâtiments. Ses avantages sont nombreux : performance, polyvalence, adaptabilité, simplification réglementaire...

Pour illustrer toute la richesse d'une solution géothermique sur boucle d'eau tempérée, nous aimerions vous présenter les travaux de plusieurs acteurs référents sur le sujet :

- L'Association Française des Professionnels de la Géothermie a un rôle de structuration de la filière aux échelles nationale et régionale. Récemment, elle publie un guide technique rappelant les contours technique, réglementaire et juridique d'un projet de boucle d'eau et qui permet d'aborder avec simplicité et méthodologie l'intégration de la géothermie dans les programmes immobiliers.

Dalkia Smart Building, concepteur et constructeur de solutions énergétiques et numériques avec garantie de résultat, possède une solide expérience sur les réseaux de boucle d'eau tempérée depuis 2014. Plus de 500.000 m² de logements, bureaux et commerces y seront raccordés à terme pour fournir plus de 70 % d'énergies renouvelables et bas carbone, au service des territoires et des quartiers engagés dans la transition énergétique.

41

Jeudi 11 février
15.00 - 16.30

Organisme
Suez

Intervenant

Un représentant de
 l'Observatoire de la Santé

La santé publique comme nouveau catalyseur de la transition écologique des territoires

La santé urbaine deviendra l'un des enjeux déterminants du XXI^{ème} siècle. En effet, l'environnement urbain contribue à l'augmentation des maladies chroniques en raison des modes de vie urbains défavorables à la santé - mauvaise alimentation, sédentarité - et des différents types de pollutions, notamment la pollution atmosphérique à laquelle 90 % de la population mondiale est exposée. De plus, la forte densité de population, la mondialisation des flux et les transits centre-périphérie constituent des vecteurs accélérateurs de la propagation des épidémies en ville.

Si les villes sont en partie à l'origine des problèmes de santé publique, elles constituent également l'échelon le plus pertinent pour les résoudre grâce à leur agilité, à leur compréhension des enjeux locaux et à la confiance qui leur est accordée par les citoyens. Par exemple, le Dunkerquois, territoire subissant fortement les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique, s'est saisi de ce sujet dans le cadre du projet "Dunkerque, l'énergie créative", lauréat de l'initiative "Territoire d'Innovation" du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA).

Cet atelier a pour objectif de s'appuyer sur les actions relatives à la santé en ville et à la qualité de l'air menées dans le cadre du projet

"Dunkerque, l'énergie créative" pour démontrer en quoi la santé urbaine constitue un nouveau catalyseur de la transition écologique.

Vendredi 12 février
10.00 - 11.15

Organisme
Nantes Métropole

Intervenants

Un représentant de Nantes
Métropole
Un représentant de Plein
Centre
Un représentant de Rennes
Métropole ou Carré Rennais
Samy Guyet, RésilienCités

Les commerçants s'engagent : prêts à suivre l'expérience nantaise ?

Lors du Grand Débat Transition Énergétique organisé par la métropole nantaise en 2017 une proposition a émergé : créer la mission d'animateur Transition Énergétique au sein de Plein Centre, l'association des commerçants du centre-ville de Nantes. C'est une première en France et le début d'une aventure humaine, collective et technique qui cherche à convaincre et à engager des commerçants sur l'énergie, les déchets, les modes de transport du dernier kilomètre, les déplacements des clients et des salariés, l'adaptation au changement climatique, la réduction d'îlots de chaleur...

Venez au cœur de la machine découvrir les rouages, les pièces qui permettent l'accélération, celles qui peuvent gripper le système, le profil du chemin, les composants du combustible...

Au delà des outils, nécessaires, c'est un travail sur la mise en réseau, la prise en compte réciproque des besoins, la confiance, qui permet d'avancer au plus près des préoccupations de chacun et des budgets disponibles, dans un mouvement d'adaptation permanent. Au fil des mois se dessinent de véritables engagements issus de l'élaboration conjointe/collective d'expérimentations et de solutions.

L'atelier vous proposera de partager cette expérience et d'échanger sur ses caractéristiques, les réalisations, les difficultés, les leviers, sur la volonté de développer, pérenniser et essaimer, sur l'ensemble de l'agglomération. et pourquoi pas. chez vous...

43

Judi 18 février
10.30 - 11.45

Organisme
ADEME

Intervenants

Pierre Taillant, Ingénieur économiste, ADEME

Igor Arduin, Chef de projet, Artelys

Antoine Jacquelin, Chargé d'études, AREC Nouvelle Aquitaine

Cartographier et analyser la précarité énergétique logement et mobilité avec l'Observatoire national de la précarité

La réalisation d'un pré-diagnostic territorial est un préalable nécessaire à la mise en place d'une politique locale de lutte contre la précarité énergétique dans les secteurs de l'habitat et de la mobilité.

Une cartographie territoriale à des mailles fines (ville, IRIS) permet de détecter les ménages précaires en aidant la mise en place d'un déploiement de visites à domicile ciblées géographiquement.

Dans ce contexte, l'ONPE va mettre gratuitement à disposition début 2021 à l'ensemble des différents acteurs territoriaux des données localisées à travers son nouvel outil de géolocalisation de la précarité à différentes échelles territoriales. Cet outil, facile d'utilisation, permet, pour une zone choisie, d'obtenir des données sur les caractéristiques socio-économiques des ménages, les caractéristiques de leur habitat et de leur mobilité. Le croisement de ces informations permet alors de faire ressortir les différentes formes de précarité énergétique grâce à plusieurs indicateurs construits par l'ONPE : le taux d'effort énergétique, l'éligibilité aux aides ANAH, le nombre de ménages sous le seuil de pauvreté monétaire... A l'échelle des territoires, ces indicateurs représentent une mine d'informations pour les élus et les services techniques en charge de lutter contre la précarité énergétique.

L'atelier sera l'occasion de découvrir le potentiel de ce nouvel outil à travers ses fonctionnalités et de partager les retours des premières collectivités utilisatrices.

Jeudi 18 février
10.30 - 11.45

Organisme

Syndicat

Départemental

d'Énergie 35 (SDE 35)

Intervenants

François Béline, SDE35

Baptiste Vezole, Amorce

Florent Cadoux, Roseau Technologies

Intégration des EnR au réseau électrique : de la modélisation à l'action

L'article 179 de la LTECV et l'arrêté inventaire du 10 février 2020 définissent la mise à disposition des données de réseaux de distribution d'électricité (respectivement les données de production ou de consommation et les données techniques et patrimoniales des réseaux).

Les collectivités, propriétaires des réseaux de distribution d'électricité ont un rôle à jouer, dans la planification énergétique, l'urbanisme, la consommation et la production d'électricité du territoire. Pour favoriser l'émergence de projets EnR sur le territoire et intégrer ceux-ci au moindre coût infrastructurel, elles doivent s'emparer de ces données et s'adapter aux limites réglementaires et techniques qui encadrent la mise à disposition de données (RGPD, contrats de concession, traitement de données, etc.).

Dans ce partage d'expérience, nous proposons aux collectivités de prendre connaissance d'initiatives territoriales en faveur de l'intégration de parcs EnR :

- 1) Simulation, à partir des données dont disposent les Autorités Concédantes, du raccordement d'une installation HTA de production d'électricité ainsi que le potentiel d'injection sur un territoire - par SDE35 et Roseau Technologies
- 2) Quelles données pour favoriser le développement des EnR par la collectivité : proposition de cas d'usage de données énergétiques - par AMORCE.

45

Vendredi 26 février
14.00 - 15.15

Organisme
Sciences Po Bordeaux

Intervenants

Hubert Delzangles,
 Professeur des universités en droit public, Titulaire de la Chaire TRENT, Sciences Po Bordeaux

Louis de Fontenelle, Maître de conférences en droit public, Titulaire de la Chaire ES2 MOVE, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Xavier Arnauld de Sartre, Directeur de recherche CNRS en géographie, Titulaire de la Chaire TEEN, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Éric Sarrazin, Directeur Régional ENGIE Nouvelle-Aquitaine

L'apport des chaires en sciences humaines et sociales à la transition énergétique territoriale

Une chaire est un dispositif visant à développer la recherche et la pédagogie dans des domaines définis en accord entre les chercheurs impliqués et les partenaires (entreprises, collectivités territoriales, associations... etc.). La chaire est un point de rencontre entre le monde de l'enseignement, de la recherche et le monde professionnel.

Les chaires "Transitions Énergétiques Territoriales" (TRENT - Sciences Po Bordeaux), "ES2 MOVE" (sur les sujets juridiques de la mobilité durable - UPPA) et "Territoires dans les transitions énergétiques et environnementales" (TEEN - UPPA) témoignent des initiatives existantes en Nouvelle-Aquitaine. Créées pour éclairer les décisions des acteurs publics et privés dans le pilotage de leurs stratégies, les chaires, et leurs partenaires, travaillent ensemble sur le sens territorial de leurs actions et la prise en compte des enjeux pour mettre en œuvre la transition énergétique.

Pour ce faire, les chaires se donnent 3 objectifs :

- développer les enseignements et les formations liés à la transition énergétique,
- mener des programmes de recherche et de médiation sur des enjeux stratégiques (théoriques, appliqués et à finalité industrielle),
- favoriser les partenariats et synergies dans une démarche gagnant-gagnant.

Ainsi, elles promeuvent une vision interdisciplinaire et collaborative des enjeux énergétiques, en valorisant l'expertise des SHS, notamment dans le domaine du droit, de l'économie et de la géographie.

Mardi 2 mars
10.30 - 11.45

Organisme

BG Ingénieurs Conseils

Intervenants

Loïc Lepage, Direction
Energie & Territoire, BG
Ingénieurs Conseils

Emmanuel Rigaud, Direction
Infrastructures Grands
Ouvrages, BG Ingénieurs
Conseils

Lyesse Laloui, Directeur du
Laboratoire de Mécanique
des sols et du Département
Génie Civil, Ecole
Polytechnique Fédérale de
Lausanne

L'utilisation des infrastructures souterraines comme sources d'énergie renouvelable : le cas du RER Franco-Suisse Léman Express

La valorisation énergétique du sous-sol est traditionnellement connue avec la géothermie, qui nécessite des installations techniques d'extraction ou d'injection de calories dans le milieu naturel (sondes et corbeilles géothermiques, doublets sur nappe, forages moyenne et grande profondeurs...). Une autre valorisation géothermale innovante consiste à utiliser l'artificialisation du sous-sol par des infrastructures souterraines comme des capteurs géothermiques. C'est le cas du nouveau réseau ferroviaire suisse et français de la région genevoise - CEVA - qui a été l'occasion de mettre en œuvre des géostructures énergétiques dans les parois moulées d'une partie de cette nouvelle infrastructure souterraine (station Lancy Bachet).

Un projet unique et pilote de test de réponse thermique in situ a été réalisé sur ces équipements dans le but d'estimer leur capacité d'extraction et d'injection de calories en conditions réelles pour couvrir les besoins d'un quartier situé à proximité.

Sur la base de ce cas d'étude nous vous présenterons ici les enjeux de cette technique innovante de valorisation, ses contraintes d'application et d'autres retours d'expérience sur des projets en cours (Métro de Lausanne, Grand Paris Express), ainsi que d'autres pistes innovantes de valorisation énergétique d'infrastructures souterraines comme les galeries techniques, tunnels, carrières, etc.

47

Mardi 2 mars
14.00 - 15.15

Organisme

**Agence Locale de
 l'Énergie et du Climat
 en Ardèche**

Intervenants

Camille Sanchis, Chargée de
 mission Sobriété ALEC07
Barbara Nicoloso,
 Coordinatrice Virage Énergie

La sobriété, clé du développement local ?

L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de l'Ardèche - ALEC07 et l'association Virage Énergie proposent un atelier pour découvrir l'outil d'animation territoriale "Virages sobriété". Afin d'outiller et d'acculturer les acteurs des territoires à la sobriété énergétique, "Virages sobriété" a été élaboré par l'association des Hauts-de-France Virage Énergie en 2018 puis adapté au contexte et problématiques rurales ardéchoises en 2020. "Virages sobriété" rassemble désormais 117 cartes d'actions concrètes relevant de sobriété énergétique et adaptées aux problématiques d'un territoire rural. Si les politiques publiques et les stratégies territoriales en faveur de la mise en place d'actions d'efficacité énergétique et du développement des énergies renouvelables se généralisent en France, les politiques publiques de sobriété énergétique sont encore trop peu mises en avant. De plus, elles sont souvent cantonnées à la préconisation d'écogestes. Or, la sobriété énergétique parce qu'elle participe à la transformation des modes de vie, constitue bel et bien un levier pour réussir une transition écologique et énergétique. Cette dimension est particulièrement mise en avant dans la Stratégie Nationale Bas Carbone. L'enjeu est donc d'accompagner les territoires engagés ou non dans des démarches types TEPOS ou PCAET pour une maîtrise partagée des potentiels et opportunités que propose la sobriété en matière de développement local.

Mercredi 3 mars
10.00 - 11.15

Organisme
SDEF

Intervenants

Dr Phedeas Stephanides, de
l'université d'East Anglia,
Angleterre

Ian Bailey, de l'Université de
Plymouth, Angleterre

Dr Gwendal Vonk, du
Syndicat Départemental
d'Énergie et d'Équipement
du Finistère (SDEF), France
Sébastien Dalmas, Edenred

Les îles et territoires isolés en transition

Islands and other isolated territories have become important foci of attention for sustainability transitions, serving as testbeds for an array of smart and renewable energy technologies. There is, however, growing recognition of the need for technology developers to integrate contextual sensibilities more fully into their promotion and implementation strategies. Strategies that place excessive focus on the generalizability of technological lessons and the potential for scaling-up tested solutions in other sites risk overlooking the socio-cultural dimensions of energy transitions and specific local concerns and issues.

Against this backdrop, this Experience Sharing Workshop brings together key stakeholders, practitioners, academics and local authority representatives to share their experiences from the Intelligent Community Energy (ICE) and the MERIFIC projects. They explore the realities of implementing energy transitions in isolated territories in the Channel area, outlining: (a) how local contexts influence the implementation of innovative technical solutions, (b) how local interests and priorities inform decision-making, and (c) how energy consumers engage with planned transitions and respond to the new roles envisioned for them. In so doing, the session seeks to open-up discussions between actors involved in energy transitions across Europe on how to approach replicating and upscaling local innovations without losing sight of social contingencies and local specificities.

49

Vendredi 5 mars
14.30 - 15.45

Organisme
Eurométropole de
Strasbourg

Intervenant

Florian Venant, Mission Ville
 en transition, Eurométropole
 de Strasbourg

Un PACTE et un règlement du PLU renforcé pour concrétiser les objectifs du Plan Climat en matière d'urbanisme

Le PACTE " Penser, Aménager et Construire en Transition Ecologique " est une démarche initiée par l'Eurométropole de Strasbourg pour accélérer la transition écologique et décliner les objectifs du Plan Climat 2030 en urbanisme et dans les opérations immobilières et d'aménagement. Le PACTE réunit dans un réseau plus de 130 acteurs professionnels publics et privés (aménageurs, promoteurs, bailleurs, architectes, associations, entreprises). Ensemble, ils coopèrent dans l'objectif de trouver les moyens, les méthodes et les modalités permettant de mettre en œuvre le Plan Climat. Près de 70 engagements ont été co-élaborés puis signés par les partenaires et chaque engagement vise désormais le meilleur prolongement opérationnel possible : réglementation, prescription, expérimentation, montée en compétence, valorisation. En parallèle et dans le cadre de l'appel à projet "Ville respirable en 5 ans" du Ministère de l'Écologie, la collectivité a engagé un travail pour inclure des préconisations Air-Climat-Énergie dans les documents d'urbanisme. La modification n°3 du PLUi comprend des évolutions à la fois dans le règlement mais aussi via l'élaboration d'une d'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation spécifique " Air-Climat-Énergie ". Le dispositif a été en partie concerté techniquement avec plusieurs partenaires clés du PACTE et continuera à mobiliser son réseau d'acteurs pour diffuser et expliquer les nouvelles règles voire accompagner la montée en compétence sur les sujets.

50

Mardi 9 mars
09.00 - 10.15

Organisme
Energy Cities

Intervenants

Christiane Maurer,
 Responsable de projets,
 Energy Cities

Béatrice Bienenfeld,
 Responsable des activités
 Mobilisation du territoire,
 Agence Parisienne du Climat
Véronique Biquet, Chargée
 de projet, Ville de Liège

Barbara De Kezel,
 Responsable de projet,
 Maison de l'énergie de la
 Ville d'Anvers (interviendra
 en anglais)

Accélérer la rénovation énergétique des copropriétés : comment mobiliser les professionnels !

Venez découvrir comment Paris, Liège et Anvers, réunies dans le projet ACE-Retrofitting coordonné par Energy Cities, ont créé un cadre de travail stimulant pour fédérer les professionnels et renforcer leurs compétences.

L'Agence Parisienne du Climat propose des formations à destination des professionnels du bâtiment : architectes, BE, syndics, entreprises du bâtiment, économistes, sociétés de services en efficacité énergétique, agences locales de l'énergie... qui ouvrent sur l'environnement spécifique des copropriétés et sur la rénovation énergétique, permettent de découvrir les typologies franciliennes au regard du volet énergie et de se positionner sur le marché de la copropriété.

Liège s'est centrée sur la mise en place d'une assistance technique à travers une série d'outils (plateforme en ligne, audits, feuille de route de rénovation, répertoire des professionnels...), la définition d'un cadre de concertation avec l'autorité locale sur les travaux en copropriété et l'établissement de relations de confiance entre les côtés de l'offre et de la demande.

A Anvers, c'est la procédure d'appel d'offres qui a été travaillée, avec l'élaboration d'un modèle de cahier des charges qui exige des professionnels qu'ils soumettent une offre conjointe de qualité qui couvre la rénovation à moyen terme et l'entretien à long terme. Le résultat est un plan directeur qui garantit aux propriétaires une feuille de route bien pensée pour les travaux d'amélioration nécessaires dans leur bâtiment.

51

Mardi 9 mars
10.00 - 11.15

Organisme
Vélo et Territoires

Intervenants

Stéphanie Mangin, Vélo & Territoires

Guillaume Lucas, Inddigo

Les véloroutes et voies vertes, évaluer le retour sur investissement de ces aménagements

Initiée, depuis déjà 15 ans en partenariat avec des laboratoires et les organisations du vélo allemandes et suisses, Vélo et Territoires compile et élabore une méthode de suivi et d'évaluation de la fréquentation et de l'impact économique des itinéraires touristiques cyclables.

Cette démarche a pour but d'uniformiser les analyses, permettre des comparaisons et donner une légitimité aux projets. La démarche est aujourd'hui européenne encadrée par l'ECF (European Cycling Federation).

La méthode suit deux stratégies :

- la recherche de la fiabilité en s'appuyant avant tout sur des données brutes (compteurs permanents) et un protocole d'enquêtes précis permettant un redressement fiable et la modélisation des pratiques ;
- la recherche de gain de productivité, en multipliant les observations, en affinant les observations sur les comportements, en agréant les résultats, il sera possible progressivement de réduire le volet d'enquête qui représente aujourd'hui 50 % du coût de la démarche.

Pour témoigner, 3 intervenants reviendront sur leurs retours d'expériences et les enseignements de la méthode :

- Stéphanie MANGIN de Vélo et Territoires présentera la méthode et conclura sur les pistes de travail et d'amélioration (intégration du digital) ;
- Guillaume LUCAS, Inddigo, témoignera de la mise en œuvre du projet et des apports de la méthode ;
- Un territoire viendra témoigner de l'intérêt du projet.

52

Mardi 9 mars
10.30 - 11.45

Organisme
AMORCE

Intervenants

Cindy Melfort, Chargée
 d'études transition
 énergétique et changement
 climatique, CEREMA

Katina Michaelides,
 Communauté
 d'Agglomération du Pays de
 Saint-Omer

Guillaume Cornuel,
 Conseiller en Energie
 Partagé, Quimperlé
 Communauté

Réseaux de chaleur et de froid : comment identifier un projet sur mon territoire ? Comment mobiliser les décideurs ?

Les territoires ont un rôle essentiel dans la réussite de la transition énergétique. Les réseaux de chaleur et de froid, équipements structurants permettent de distribuer une chaleur vertueuse à un prix compétitif pour les usagers et sont un levier majeur pour l'atteinte des objectifs en matière d'énergies renouvelables. L'une des mesures phare du plan d'actions national, retenu par le gouvernement et relatif au développement de la filière, est la sensibilisation des communes de plus de 10 000 habitants sans réseau de chaleur. Le CEREMA et AMORCE ont été missionnés pour réaliser cette campagne de mobilisation, en partenariat avec l'ADEME. L'accompagnement des collectivités se base sur le guide d'identification de projet de réseaux de chaleur ad-hoc, établi dans le cadre de cette mission.

L'atelier a pour objet de présenter la démarche opérationnelle proposée pour faire émerger des projets. Il s'agit de donner aux collectivités les clés d'analyse de l'opportunité de réseaux de chaleur sur leur territoire. Seront abordés, la contribution des réseaux de chaleur à la politique énergétique locale, l'identification de périmètres pertinents, les sources d'EnR du territoire, les exemples de projets similaires, les acteurs à mobiliser et la feuille de route de développement du projet. Les retours d'expérience de 2 collectivités permettront d'aborder l'intérêt de la démarche pour le territoire et les perspectives offertes pour la concrétisation de futurs projets.

53

Mardi 9 mars
14.00 - 15.15

Organisme
Saint-Etienne
Métropole

Intervenants

Sylvie Fayolle, Vice-Présidente de Saint-Etienne Métropole en charge du Développement Durable et de la transition écologique

Lionel Jouve, Responsable du service Energies Renouvelables & Eco-mobilités, Saint-Etienne Métropole / Ville de Saint-Etienne

Un lauréat du concours des initiatives climat

Bruno Rebelle ou **Nicolas Beaupied**, Transitions

Impliquer les acteurs du territoire dans son PCAET : l'animation mise en œuvre par Saint-Etienne Métropole

Saint-Etienne Métropole compte plus de 170 structures signataires de son Plan Climat Air Energie Territorial. Pour animer ce réseau, de nombreux événements sont organisés tout au long de l'année : visites de sites, rendez-vous techniques, et une journée phare, le "forum du plan climat". Chaque année depuis 7 ans, cette journée dédiée au climat fait la part belle aux acteurs du territoire et à leurs actions, grâce au "concours des initiatives climat" organisé à cette occasion, qui a déjà permis de mettre en lumière plus d'une cinquantaine d'initiatives qui ne demandent qu'à être connues voir répliquées. Cet atelier présentera la dynamique d'animation du PCAET mise en œuvre par Saint-Etienne Métropole et proposera les détails de l'organisation du "concours des initiatives climat" comme vecteur de mobilisation des acteurs du territoire, et de partage de bonnes pratiques. Un concours qui suscite, au fil des années, une adhésion et un enthousiasme renouvelés des acteurs locaux et des territoires voisins venus s'en inspirer.

55

Jeudi 11 mars
14.00 - 15.15

Organisme
Pôlenergie

Intervenants

Jean Gravelier, Pôlenergie
Gilles David, Enertime
Guillaume Page, Amorce
Herminie de Freminville,
 Ademe

Le “Heat to Power to Heat” ou comment valoriser la chaleur fatale en s’affranchissant des distances ?

Quel n'est pas l'acteur qui rêve de valoriser la chaleur fatale industrielle de son territoire ? Seulement voilà, conjuguer émissions et besoins, trouver des usagers à proximité sont souvent des facteurs bloquants. Et si le vecteur électrique permettait de transporter la chaleur fatale sur de grandes distances ?

La technologie ORC de production électrique par récupération de chaleur sur le site émetteur, conjugué avec une pompe à chaleur utilisant cette électricité sur le site récepteur situé à des kilomètres du site émetteur s’affranchit des contraintes liées aux distances ; voilà l'idée du "heat to power to heat". Un avantage non négligeable : la perte de rendement au point de départ est compensée par la récupération de chaleur au point d’arrivée.

La réglementation énergétique en France permet-elle la mise en œuvre de ce concept ? Quels volumes sont concernés ? Quels pourraient en être les acteurs et les applications concrètes ?

Brainstorming, réflexions, ébauches de solutions avec Pôlenergie, Amorce, l'Ademe et Enertime pour ce concept d’avenir.

56

Créneau à définir**Organisme****Dalkia****Intervenant**

Marie Atinault, Vice-Présidente Métropole Rouen Normandie

L'organisation des collectivités et des entreprises privées dans l'approche de contrats complexes liés à l'Energie (DSP, CPE, Régie...)

Les réseaux de chaleur réduisent les gaz à effet de serre et luttent contre le dérèglement climatique.

Des contraintes existent cependant avec de fortes réglementations en matière d'émission de CO₂ et de réponse aux enjeux de la loi sur la Transition Énergétique pour la croissance verte. L'atteinte des objectifs nécessite de structurer de réelles compétences entre les donneurs d'ordre et les entreprises privées.

Cet atelier montrera l'exemple de la Métropole Rouen Normandie qui a développé plusieurs types de contrats pour gérer les services publics de distribution de chaleur, développer et verdir les réseaux de chaleur sur son territoire. Elle utilise au gré de ses opportunités les mécanismes de DSP, de Marché Global de Performance ou de Contrats de Performance Énergétique.

Elle a en charge huit réseaux de chaleur, dont six sont gérés sous la forme de DSP et deux gérés en régie publique.

Une excellente gestion n'est possible que grâce à un solide partenariat avec le monde privé, comme c'est le cas avec Dalkia, un des exploitants des réseaux de chaleur de la Métropole venant de remporter la DSP du réseau de Rouen, Bihorel, Bois-Guillaume et Darnétal.

Pour mener à bien de tel projets complexes, il faut de réelles compétences des deux côtés et être capable de gérer parfaitement des mécanismes contractuels qui n'existaient pas auparavant.

Ce sont ces mécanismes qui permettent d'avancer, grâce à un parfait mélange de compétences privée et publique.

58

Lundi 25 janvier**14.00 – 15.30****Jeudi 11 février****10.30 – 12.00****Vendredi 26 février****12.15 – 13.45**

Organisme

Association Carbone &**Sens****Institut négaWatt**

Intervenants

Animées par un collectif de facilitateurs du changement, composé de membres de l'Association Carbone & Sens et de l'Institut négaWatt

Pause carbone : vivre une expérience sensible et percevoir la dimension humain du changement !

Cette année encore, Carbone & Sens et l'institut négaWatt vous proposent d'offrir des Pausés Carbone pour se ressourcer à l'occasion des assises et tisser des relations authentiques avec les autres congressistes.

Nous invitons tous les participants des pauses carbone à poursuivre les échanges à l'occasion d'une web-rencontre qui aura lieu le mardi 9 mars de 10h à 12h.

59

Mardi 9 mars
10.00 – 12.00

Organisme

Association Carbone & Sens
Institut négaWatt

Intervenants

Animées par un collectif de facilitateurs du changement, composé de membres de l'Association Carbone & Sens et de l'Institut négaWatt

Pause carbone : quand le changement individuel passe à l'échelle territoriale !

À l'issue des PAUSES CARBONE en présentiel, les Pauses étaient suivies de longs temps d'échanges informels, soit tout de suite après la Pause, soit sur le stand, ou juste à l'occasion d'une rencontre favorisée par la convivialité des Assises. Afin de recréer ces temps importants, nous souhaitons inviter les participants des Pauses à poursuivre les échanges à l'occasion d'une web-rencontre (elle peut également être ouverte aux curieux qui n'auraient pas vécu une Pause Carbone). L'intention est de répondre aux questions, notamment comment intégrer cette dimension humaine dans sa posture professionnelle ou comment passer de l'échelle du changement individuel à une dynamique territoriale... Ces échanges pourront être nourris par le retour d'expérience de territoires (Grand Besançon Métropole et/ou, à confirmer, Touraine Est-Vallées, un grand opérateur d'énergie...).

60

Mardi 9 mars
10.30 – 11.45

Organisme

EDF
ECOPAL

Intervenants

Cyrielle Borde (ADEME Nationale)
 Solène Le Bourdieu (EDF R&D)
 Lionel Bruyche (Association ECOPAL, Dunkerque)
 Nicolas Mat (Association PICTO, Fos sur Mer)

Animé par Claude Calesse d'Euraénergie

EPIFLEX : une solution d'économie circulaire appliquée sur le Dunkerquois

La limitation des ressources de la planète nous conduit à réfléchir à un changement de paradigme et en particulier à la mise en place de modes d'organisations différents au sein des territoires, afin de passer d'une économie linéaire à une économie circulaire. Dans ces organisations, chaque flux sortant d'un acteur du territoire, appelé aujourd'hui déchet, devient une ressource pour un autre acteur. La mise en place de boucles locales d'énergie et de matière réduit ainsi l'empreinte environnementale des sites industriels.

C'est l'enjeu des éco-parcs industriels, et du projet EPIFLEX, porté par l'ADEME et EDF R&D sur le territoire Dunkerquois en collaboration avec les Mines ParisTech en tant que partenaire académique, une trentaine d'acteurs industriels et les institutionnels du territoire : la Communauté Urbaine de Dunkerque, le Grand Port Maritime de Dunkerque, ECOPAL, Euraénergie, Pôlénergie, l'AGUR et la CCI des Hauts de France.

La démarche EPIFLEX est basée une méthodologie innovante de conception d'éco-parcs industriels économiquement viable qui prend en compte la dynamique de chaque procédé industriel étudié, ainsi que les opportunités de valorisation des ressources (énergie et matières) à l'échelle du territoire.

La solution EPIFLEX appliquée sur le territoire dunkerquois constitue la vitrine de cette innovation. Les problématiques traitées sont la mise en place de réseaux d'échanges de chaud, de froid, d'hydrogène, de CO2 et d'eau entre les sites industriels et avec les villes environnantes et de technologies innovantes de valorisation (unités de traitement membranaires, machines à absorption, pompes à chaleur...).

L'atelier permettra de présenter la démarche EPIFLEX ainsi que les 1ers résultats sur le Dunkerquois.



Challenges

01

Mardi 19 janvier
10.00 - 12.00

Organisme
SIEL-TE

Intervenants

Jean-Yves KNECHT, SIEL-TE
Christophe FERRAGNE,
SIEL-TE

Hydrogène : comment développer les usages pour les collectivités ?

Pour les collectivités et les acteurs industriels, l'hydrogène devient un élément incontournable pour relever les défis de la transition énergétique. Il facilite l'intégration des énergies renouvelables, apporte des solutions de flexibilité aux réseaux électriques, favorise l'électromobilité pour tout type de véhicules, encourage le "verdissement" de l'industrie et des réseaux de gaz, etc.

Fort de ce constat le déploiement des solutions hydrogène connaît un essor important ces dernières années. A partir d'écosystèmes territoriaux moteurs, les solutions hydrogène vont pouvoir enfin démontrer leur pertinence et leur maturité.

Le SIEL-TE souhaite faire de la Loire un territoire pilote de la chaîne de la valeur de production et de stockage d'énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la boucle locale de l'énergie.

Avec dans un premier temps, des installations de taille domestique pour tester différents usages : chauffage, outillages, lissage des pics en autoconsommation, mobilité.

L'hydrogène vert sera produit par électricité d'origine photovoltaïque et micro-éolien.

Objectifs du challenge :

- débattre des enjeux autour de l'hydrogène
- l'hydrogène est-il l'avenir de l'énergie ? Quelles sont les opportunités offertes par l'hydrogène dans les secteurs de la mobilité, de la production d'énergie et de limitation de l'impact sur l'environnement.

02

Jeudi 21 janvier
10.00 - 12.00

Organisme

ISEA

Intervenant

Sandrine Clarisse,
Animatrice du réseau ECLR
(Occitanie)

Le futur du codéveloppement dans les ENR - c'est nous, ici et maintenant !

Le codéveloppement dans les projets ENR tend à se déployer, notamment avec 3 partenaires (codev3) : publics (collectivités), privés-industriels (développeurs) et civils (citoyens). Ce type de coopération génère une série de questions centrales pour les territoires, le développement des ENR et la transition écologique et sociale plus largement : le "codev3" augmente-t-il le potentiel de production des ENR (effet d'échelle) ? Produit-il des projets plus pertinents et bénéfiques pour le territoire ?

Le codev3 contribue également à un mouvement plus large, où collectivités et citoyens siègent aux côtés du secteur privé/industriel pour accélérer une transition écologique ancrée.

Après avoir abordé ces questions via un partage d'expérience, nous proposons de co-construire : (1) quelques préconisations pour un secteur codev dynamique : politiques publiques, incitations, REX, etc. ; (2) des scénarii prospectifs ; (3) une liste d'actions pour atteindre le meilleur scénario.

Cette démarche se basera sur les résultats du projet de Recherche-Action-Participative CIT'ENR (financement ADEME), constitué d'un ensemble large d'acteurs impliqués dans le codev : porteurs de projets (dont collectivités, syndicats ou SEM), réseaux et structures régionales d'accompagnement, associations pro, institutions, etc.

Nous proposons un atelier d'intelligence collective : coaching, simulation, outils en facilitation et démarche prospective-créative. Venez vivre et susciter le codéveloppement de demain !

03

Jeudi 21 janvier
14.00 - 16.00

Organisme

La Fabrique Ecologique

Intervenants

Géraud Guibert, Président
de La Fabrique Ecologique
Laura Jouvart, Cadre
territorial en département,
animatrice d'un groupe de
travail du réseau « une
fonction publique pour la
transition »

Pour une meilleure résilience écologique de nos territoires après la Covid-19

Les participants s'interrogeront sur les différents moyens de mobilisation des collectivités locales et des citoyens face à la situation du confinement. Ce sera l'occasion de traiter de l'aide aux plus démunis, des initiatives locales des citoyens et des élus ainsi que des relations entre les corps administratifs (maires/préfets). L'enjeu sera aussi de discuter de la répartition des responsabilités entre administrations et des avantages et inconvénients de la décentralisation dans des situations de crise. Etant tous des fonctionnaires territoriaux, une partie sera consacrée aux retours sur expériences et à l'échange de bonnes pratiques. Des propositions seront ainsi débattues sur la gouvernance des territoires, la planification des politiques à moyen/long terme et la mobilisation de financement.

Lundi 25 janvier
14.00 - 16.00

Organisme
AQC

Intervenants

Benjamin Giron,
Consultant, Inddigo
Olivier Rouchon,
Démarches collectives &
Design d'usage, Develop'

Quels outils pour massifier la rénovation énergétique par la densification en zone pavillonnaire ?

Dans le cadre du projet "Stratégies de rénovation" du programme CEE PROFEEL, une étude est menée dont l'objectif est la réalisation d'une boîte à outils à destination des collectivités territoriales (élus et services techniques), présentant différentes stratégies publiques ainsi que les outils qu'elles mobilisent, pour faciliter le financement de la rénovation énergétique des maisons individuelles par la valorisation du foncier et la création de droit à construire (division parcellaire, extension, surélévation, etc.).

L'étude ne sera pas finalisée en Janvier 2021, mais les outils seront en cours de structuration ou de développement. Ils pourront être de différents ordres (analyse et repérage des potentiels/outils réglementaires locaux/dynamiques collectives avec les propriétaires / financement par la division parcellaire, densification...).

Les participants de l'atelier seront invités à réagir aux propositions d'outils en imaginant les appliquer aux conditions réelles de leur territoire. Ils pourront ainsi pointer leurs avantages et limites en fonction de leur contexte territorial.

Les éléments et résultats de la séance de travail seront accessibles en ligne et seront intégrés dans la démarche de design d'usage "financement de la rénovation énergétique par la valorisation du foncier et la création de droit à construire" dont les résultats définitifs seront publiés au second semestre 2021.

05

Mardi 26 janvier
10.00 - 12.00

Organisme

ADEME

Intervenants

Hakim Hamadou, Chargé
de mission efficacité
énergétique du bâtiment,
ADEME

Benoit Petitcolas,
Coordinateur d'équipe
accompagnement de
projets énergie, AGEDEN

Laurent Chanussot,
Responsable efficacité

Petites communes et garantie de performance : antinomie ou développement d'un nouveau modèle ?

Les petites collectivités ont besoin d'appui pour conduire des projets de rénovation énergétique ambitieux.

Pour les accompagner, l'ADEME, AURA-EE et 9 territoires sont engagés dans un projet Européen H2020 PDA nommé BAPAUURA qui a pour objectif d'installer 9 services territoriaux d'assistance pour rénover, en 3 ans, 115 bâtiments publics dans ces petites collectivités.

Outre l'optimisation technique et financière, l'objectif est de développer un modèle de garantie de performance énergétique applicable aux petits projets (< 500 k€).

Le CPE peut offrir une garantie de performance adaptée aux gros projets mais les coûts d'accompagnement et de contractualisation sont prohibitifs pour les petits projets.

Existe-t-il un modèle adapté pour les petits projets ?

Sur la base de l'expérience et d'exemples apportés par l'ADEME et l'AGEDEN, l'atelier invitera les participants à répondre aux questions suivantes :

- Quel niveau d'études préalables nécessaire pour construire la situation de référence et les objectifs visés ?
- Quel type de contractualisation entre les acteurs du projet et quelles responsabilités pour chacun ?
- Quels moyens et quel niveau de suivi et évaluation ?

Le travail s'effectuera par groupe en intégrant les intérêts/points de vue respectifs des différents acteurs

(MOA/MOE/Entreprises/Accompagnateur).

L'atelier se terminera par une mise en commun et la formulation d'un modèle et de recommandations qui seront testés par les partenaires du projet BAPAUURA.

06

Mardi 26 janvier
10.00 - 12.00

Organisme

Métropole de Lyon

Intervenants

Raphaël Youssoufian,
 Chargé de mission maîtrise
 de la demande en énergie,
 Métropole de Lyon
Nicolas Fieulaine,
 Consultant chercheur en
 psychologie sociale, NF
 Etudes

Comment déployer une stratégie de changements d'usages et de modes de vie vers la sobriété énergétique en milieu urbain

Réduire de 20 % les consommations énergétiques d'un territoire en 2030, c'est jouable si la rénovation énergétique du bâti et le développement des énergies renouvelables sont des leviers forts. Mais comment nos comportements, nos usages énergétiques quotidiens, peuvent-ils contribuer à cet objectif ambitieux ? Et comment faire en sorte que la sobriété ne soit plus l'affaire d'initiés mais qu'elle se propage à toute une population sans être perçue comme une contrainte ? Comment intégrer les données de la recherche en sciences comportementales pour organiser et planifier une stratégie de changement des comportements ?

Ce sont les questions auxquelles tentent de répondre la Métropole de Lyon et ses partenaires, en s'appuyant sur son Plan climat qui intègre désormais un Schéma directeur des énergies, et en définissant une Stratégie de maîtrise de la demande en énergie, autrement dit le volet « soft » du gisement d'économies centré sur les changements de comportements. Elle doit donc s'appuyer sur une communauté d'acteurs, les mobiliser, provoquer des débats, faciliter les échanges, prioriser les actions d'accompagnement des ménages et des salariés aux changements, associer la sobriété énergétique aux autres sujets de développement durable (déchets, eau, mobilité, écoresponsabilité, etc.).

Les participants pourront découvrir les contours d'une stratégie en construction et seront appelés à co-écrire la partition, sur la base de leurs propres expériences et idées de génie !

07

Mardi 26 janvier
10.00 - 12.00

Organisme

**Observatoire de
 l'Environnement en
 Bretagne (Groupement
 d'Intérêt Public)**

Intervenants

Thomas Paysant-Le Roux,
 Chef de projet, Pôle
 énergie et gaz à effet de
 serre à l'OEB

Pierre D'Arrentiere, Chargé
 de mission empreinte et
 données locales à l'OEB

Empreintes environnementales et fuites de carbone : prendre en compte les impacts délocalisés hors de son territoire

A l'échelle nationale, la Stratégie Nationale Bas Carbone s'appuie sur l'empreinte carbone : un indicateur qui permet d'apprécier les pressions sur le climat de la demande intérieure, quelle que soit l'origine géographique des produits consommés. Ce type d'indicateur est également exploitable à l'échelle régionale.

Votre objectif : analyser les résultats et explorer les apports de ce nouvel indicateur

- Quelles différences fondamentales entre les méthodes d'évaluation des émissions de GES territoriales et l'empreinte ?
- Comment faire cohabiter plusieurs indicateurs GES ?
- Quelle est la part des fuites de carbone? Peut-on suivre leur évolution ?
- Dans quelle région du monde ont lieu les émissions " exportées " ?
- Quelle est la relation entre niveau de revenus et empreinte carbone ?
- L'empreinte carbone, mais pas que... découvrez les autres dimensions de l'empreinte...

Ce challenge s'appuie sur les travaux de l'Observatoire de l'Environnement en Bretagne (OEB) qui a conçu en 2020 une méthode d'évaluation de l'empreinte carbone régionale. Basée sur l'exploitation des données de consommation des ménages et d'un modèle multi-régional (Exiobase) retraçant les flux économiques internationaux, la méthode et les résultats sont disponibles pour l'ensemble des régions via le réseau des agences régionales de l'énergie (RARE).

Jeudi 28 janvier
10.00 - 12.00

Organisme

**Université Catholique
de Lille (Life MaPerEn)**

Intervenants

Benoît Bourel, Université
Catholique de Lille (Life
MaPerEn)

Matthias Robidet, Chargé
de communication,
Université Catholique de
Lille (Life MaPerEn)

Smart Building et pilotage : quelle place pour les usagers

Le bâtiment intelligent (smart building) répond aux enjeux d'efficacité énergétique du bâtiment. A priori très technique, basé sur la communication entre les équipements et l'utilisation de systèmes de gestion automatisée, cette évolution pose la question de la place et du rôle de l'utilisateur dans l'amélioration de la performance énergétique. Quelle information transmettre à l'utilisateur, quel degré de liberté lui laisser, jusqu'où le mobiliser et l'impliquer ? Quelles interactions entre les usagers et les technologies ? ...

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet LIFE MaPerEn soutenu par la Commission Européenne, porté par l'Université Catholique de Lille, en collaboration avec Lille Métropole Habitat et la Ville de Lille. LIFE MaPerEn vise à partager largement les expériences de management de la performance énergétique dans les bâtiments, en mettant en avant les questions d'usages, d'information et de gouvernance.

L'atelier s'articulera donc autour d'un triple objectif :

- le partage d'expériences entre les participants, sur le management de la performance énergétique,
 - la co-élaboration d'une base de connaissances sur la dimension sociotechnique de l'énergie,
 - l'exploration de questions nouvelles, pour anticiper l'évolution des besoins et des pratiques.
- Animé par des méthodes participatives, cet atelier permettra d'aborder l'ensemble des questions relatives au management de la performance énergétique des bâtiments, et le rôle des différentes parties prenantes.

09

Jeudi 28 janvier
14.00 - 16.00

Organisme

**Communauté urbaine
de Dunkerque**

Intervenants

Eugénie Bugain, Médiatrice
Ville durable, Communauté
urbaine de Dunkerque

Christelle Husni, Cheffe de
projet Halle digitale,
Communauté urbaine de
Dunkerque

Faire transition dans mon organisation, embarquez pour une immersion dans un service en transition !

Dans le cadre de nos missions de sensibilisation autour des enjeux de transition, le service Learning center Ville Durable de la CUD est de plus en plus sollicité par ces partenaires qui s'engagent dans une démarche de développement durable et souhaitent monter en compétences sur ces questions.

Pour répondre au mieux à ces demandes qui rejoignent nos préoccupations, nous construisons une offre innovante à destination des professionnels permettant d'amorcer une démarche de conduite au changement et faciliter la transformation de nos organisations.

Nous proposons dans cet atelier de tester cette nouvelle offre en la challengeant avec les participants ! Une formule gagnant-gagnant : pour nous, expérimentation & amélioration ! pour les participants, échanges et apport d'outils pour s'engager dans la transition.

Il s'agira dans cet atelier d'amener le groupe à imaginer ensemble de nouveaux scénarios et d'accompagner l'émergence d'une culture d'innovation. Pour cela, nous nous appuierons sur les outils de Design thinking en leur proposant un scénario dans lequel nous travaillons tous ensemble au sein d'une même collectivité engagée dans un plan d'administration durable. Organisé en sous-groupes représentant différents services, nous allons proposer un temps de créativité et d'inspiration individuel et collectif autour de 5 thématiques (énergie, achats, mobilités, alimentation et déchets) pour constituer ensemble le déroulé d'une journée idéale dans une collectivité en transition !

10

Vendredi 29 janvier
10.00 - 12.00

Organisme
ADEME

Intervenant
Eric VIDALENC, Chef du
 projet Prospective énergie
 ressources, ADEME

Quelles places pour les territoires dans les futurs scénarios de neutralité carbone de l'ADEME ?

L'ADEME a lancé un projet prospectif structurant en 2019. Avec l'appréhension de l'urgence climatique et de nouvelles ambitions à long terme - neutralité carbone en 2050 - mais aussi avec l'émergence de questions écologiques plus larges (matière, sols...), les principales nouveautés du travail par rapport aux Visions ADEME passées sont la réalisation de plusieurs scénarios français de transition visant tous la neutralité carbone, mais suivant des stratégies contrastées, avec une évaluation des ressources (matières, biomasse, sol notamment) et comprenant un volet territorial.

C'est ce volet territorial qu'il s'agit ici de discuter plus concrètement que ce soit sur les hypothèses et méthodes de cette prise en compte dans ce travail prospectif encore en cours et publié fin 2021.

Par ailleurs, les autres points emblématiques de la prospective sont :

- une comparaison multicritères (notamment technico-économiques et environnementaux) des scénarios, des conditions de réalisation et de leurs conséquences ;
- une rétrospective, un état des lieux et des trajectoires jusqu'en 2050 au moins ;
- un dialogue avec des parties prenantes externes sur la cohérence d'ensemble des scénarios envisagés et l'enrichissement des hypothèses de travail ;
- une prospective stratégique descriptive sur quelques filières clés dans le contexte français.

11

Mardi 2 février
09.30 - 11.30

Construire un récit en amont d'un projet EnR grâce à une boîte à outils pour collectivités

Présentation de 7 outils créés pour la Région Occitanie afin de permettre à des collectivités désireuses de lancer des projets EnR sur leur territoire, d'appréhender au mieux cette implantation : ressentis, historique, potentiels... Travail collectif pour tester les outils et proposer des pistes d'amélioration. Identification de nouveaux outils à élaborer.

Organisme
AREC Occitanie

Intervenants
Florence Chemille,
Responsable Energie, AREC
Occitanie
Simon Pouillaute, Chef de
Projet Energie Climat,
Auxilia

Vendredi 5 février
10.00 - 12.00

Organisme
Ministère de la
Transition Ecologique

Intervenants
(Identification des
intervenants en cours)

Le potentiel transformateur du Label Bas Carbone, comment faire émerger de nouveaux projets carbone localement et quel rôle peuvent jouer les collectivités ?

Adressé en priorité aux collectivités, aux porteurs de projets et financeurs locaux cet atelier posera la question du potentiel des territoires français à identifier et à faciliter le financement des projets réduisant les émissions ou séquestrant du carbone. Il proposera de réfléchir collectivement au rôle que peuvent jouer les territoires dans la mise en œuvre du Label Bas Carbone, comme outil pour financer la transition et réfléchir à la neutralité carbone territoriale : comment identifier des projets carbone locaux et faciliter leur financement par les acteurs privés ? Quelle articulation avec l'action publique ? Le travail en petits groupes permettra un croisement des idées entre les différents acteurs impliqués au niveau national, régional et local avec une animation assurée par la Direction générale de l'Energie et du Climat et l'Institut pour l'économie du climat.

A l'issue des échanges, les idées seront présentées, collectées et feront l'objet de discussions en vue d'éclairer le rôle des collectivités dans l'identification, la mise en œuvre et le financement des projets nécessaires à la transition du territoire. Les services déconcentrés du MTE seront également impliqués dans la démarche.

13

Mardi 9 février
10.00 - 12.00

Organisme
Virage Énergie

Intervenants

Nathalie Sedou, Directrice adjointe Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités

Luc Semal, Enseignant-chercheur au Museum d'Histoire Naturelle

Parlons empreinte carbone avec la Frise des Transitions

La Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) et Virage Énergie co-animent depuis 2019 un programme pour aborder le changement climatique et la transition énergétique à travers la fiction, les arts visuels et les sciences humaines. La Frise des Transitions a été créée dans le cadre de ce projet. Cet outil didactique et grand format a été développé pour faire comprendre visuellement les enjeux de la neutralité carbone et de la réduction de l'empreinte carbone individuelle et collective. La frise représente l'évolution des émissions de CO₂ et des consommations d'énergie à l'échelle mondiale sur la période 1870-2100. Elle présente également les grandes dates clés qui permettent de comprendre les enjeux énergétiques et climatiques actuels. Cet outil donne à voir en un coup d'œil l'objectif de baisse de 70 % des émissions mondiales de GES en 2050 par rapport à 1990 tout en permettant d'appréhender visuellement les ordres de grandeur afin d'imaginer un avenir neutre en carbone. Avec un unique support, le public perçoit le passé, la période actuelle et les scénarios du futur. Les participants seront amenés à s'interroger collectivement sur la manière de parler de sujets complexes comme celui de la réduction de l'empreinte carbone à des publics non ou peu experts. Luc Semal, maître de conférence et chercheur au Museum National d'Histoire Naturelle accompagnera les participants dans la compréhension de la Frise et des enjeux mis en exergue.

Mardi 16 février
10.00 - 12.00

Organisme

**Agence d'urbanisme et
de développement du
Pays de Saint-Omer
Flandre Intérieure**

Intervenants

Wim de Jaeger, Chargé
d'études "coopération
transfrontalière/
Européenne", AUD
Philippe Bourel, Chargé
d'études transition
écologique, AUD

L'enjeu du stockage de l'eau dans l'adaptation au changement climatique, un levier pour la transition énergétique ?

L'eau et l'énergie apparaissent comme des thématiques prioritaires pour le Pays de Saint-Omer. Si la question de l'eau est très prégnante dans l'Audomarois, elle est peu présente dans les réflexions énergétiques. Le faible potentiel hydroélectrique valorisable sur le territoire explique en partie pourquoi ces enjeux sont appréhendés de façon distincte. Les conséquences du changement climatique amènent les urbanistes à reconsidérer la valorisation énergétique de l'eau sur les territoires à travers une vision prospective de ces derniers.

L'AUD a engagé avec ses partenaires belges une réflexion autour des "systèmes d'eau robuste" : il s'agit de systèmes qui ont pour objet de trouver des équilibres entre l'offre et la demande (tous usages confondus) tout au long de l'année. Compte tenu des enjeux présents sur les territoires, la mise en place d'un système d'eau robuste permettrait à travers un investissement commun, d'augmenter les capacités de stockage et de répondre aux problématiques engendrées (sécheresses, inondations...).

C'est pourquoi réfléchir à la valorisation énergétique de l'eau, à partir de son stockage est un challenge pour le territoire. Apporter des réponses à cette question ajouterait une dimension novatrice supplémentaire au projet eau robuste et permettrait de questionner autrement le lien entre l'eau et l'énergie sur l'ensemble des territoires.

15

Lundi 1er mars
10.00 - 12.00

Organisme

**Communauté urbaine
de Dunkerque**

Intervenants

Taliby Keita, Chargé de mission, Communauté urbaine de Dunkerque
Pierre-Henry Alexandre, Chargé de mission, Communauté urbaine de Dunkerque

La réutilisation des eaux usées épurées en eau industrielle : comment y parvenir ? Enjeux et leviers

Sur le Dunkerquois, nous disposons du deuxième réseau d'eau industrielle de France avec 45 km de réseau et une consommation d'eau industrielle annuelle de 22 millions de m³ par an contre 12 millions de m³ pour l'eau potable.

Cependant les limites de prélèvement dans le milieu naturel sont presque atteintes (30 millions de m³) limitant ainsi l'implantation de nouvelles usines consommant de l'eau industrielle en volume important et l'accroissement d'activité des usines existantes.

Face à cette situation, les eaux usées traitées apparaissent être un gisement alternatif (ressource) qui pourrait permettre d'anticiper un futur déficit hydrique.

Les enjeux de la réutilisation des eaux usées épurées, en substitution des eaux conventionnelles (nappes) sont principalement :

- contribuer à la préservation de la ressource (environnemental),
- favoriser le développement industriel (économique),
- créer de la valeur ajoutée pour les collectivités (économique)/développement d'une économie circulaire.

Toutefois la réussite d'un projet de mise en place d'une réutilisation des eaux usées épurées comme eau industrielle dépend de la qualité des études réalisées en amont.

Pour une collectivité, il s'agira de bien cerner ses propres besoins afin de les exprimer et de se faire aider par un acteur spécialisé. Afin d'y parvenir, il est capital de se poser les bonnes questions en s'appuyant sur une méthodologie holistique et rigoureuse (opportunités et contraintes).

Mardi 2 mars
10.00 - 12.00

Organisme

Espelia

Intervenant

Hélène DELHAY,
Consultante, Espelia

Les collectivités face au nouveau monde de l'énergie

L'étude sur les Nouveaux modèles économiques urbains menée par Espelia, ibicity et Partie Prenante questionne tous les secteurs d'activité de l'action publique. L'émergence du numérique, les nouvelles attentes des citoyens devenus consommateurs, la multitude et la fragilité des acteurs émergents ne sont que quelques-uns des facteurs qui bouleversent la chaîne de valeur traditionnelle du monde de l'énergie. Comment gouverner un écosystème d'acteurs dans lequel Google côtoie une coopérative citoyenne locale ? Où l'opérateur des déchets devient producteur d'énergie ? Où l'habitant produit lui-même l'énergie dont il a besoin ? Où de nombreuses applications promettent aux habitants et entreprises toujours plus d'économies ?

L'objectif de l'atelier est d'échanger avec les Collectivités sur la façon dont elles se sont positionnées et ont traité ces nouveaux enjeux et les inciter à réfléchir à la façon dont elles pourraient durablement s'emparer de ces sujets à l'avenir.

17

Jeudi 4 mars
14.00 - 16.00

Organisme

Grand Poitiers
Communauté urbaine

Intervenants

Virginie Fredon,
 Responsable de la
 plateforme de rénovation
 énergétique de l'habitat
 privé, Grand Poitiers

Audrey Veillet, Directrice
 du PIMMS (Point
 d'Information Médiation
 Multiservices Social)

Une armée d'ambassadeurs pour massifier la rénovation : qualité ou quantité ?

En 2019, Grand Poitiers a recruté 10 jeunes en service civique pour battre la campagne, en partenariat avec une structure de médiation sociale.

3 objectifs :

- faire connaître le service public de la rénovation énergétique,
- encourager la rénovation à grande échelle,
- accompagner des jeunes dans leur formation professionnelle et dans leur transition personnelle.

Pourquoi mutualiser la brigade au service des autres enjeux écologiques (énergie, mobilités, déchets, eau...) ?

Comment financer et pérenniser un tel bataillon ?
 Quel tremplin professionnel pour ces jeunes recrues ?

Venez échanger sur les résultats obtenus par Grand Poitiers avec les acteurs de son territoire, et co-construire des préconisations pour contribuer aux suites de la démarche.

Jeudi 11 mars
10.00 - 12.00

Organisme
Cerema

Intervenants

Sarah Talandier
Lespinnasse, Chef de projet
Economie de la transition
écologique, Cerema
Emmanuel Thibier,
Coordinateur technique,
ADEME

Evaluer le coût de l'inaction en matière de changement climatique : oui, mais comment faire ?

Évaluer le coût de l'inaction en matière de changement climatique devient indispensable pour les collectivités. Un grand nombre d'entre elles sont dans l'obligation, lors de l'élaboration de leur PCAET, d'identifier les conséquences socio-économiques du changement climatique sur leur territoire, en incluant le coût d'une éventuelle inaction. En outre, l'évaluation du coût de l'inaction constitue un levier de mobilisation majeur pour les élus locaux, préoccupés par les risques qui pèsent sur leur territoire et leur impact sanitaire, environnemental et économique.

Les attentes exprimées par les collectivités autour du coût de l'inaction ont amené le Club STEP (Synergies pour la Transition Énergétique par la Planification) animé par l'Ademe, à engager une réflexion sur le sujet. Cette réflexion est conduite en lien étroit avec le Cerema, membre du Club STEP et qui a développé une méthodologie d'évaluation du coût de l'inaction. Fondée sur un faisceau d'indicateurs, cette méthodologie se veut territorialisée, multi-thématiques, collaborative et doit donc être co-construite avec les collectivités. C'est tout l'objectif de ce challenge que nous proposons d'organiser sous forme de "world café", autour des questions suivantes :

- Comment les territoires évaluent-ils le coût de l'inaction ?
- Comment les collectivités s'approprient-elles les indicateurs proposés ?
- Quelle est la capacité des territoires à renseigner ces indicateurs et quelles sont les difficultés pressenties ?



SPEED DATING

01

Lundi 18 janvier**15.00 - 15.30****16.00 - 16.30****Organisme****Clermont Auvergne
Métropole****Intervenant****Anne-Laure Stanislas,**
Adjointe Ville en
transition à la Ville de
Clermont-Ferrand,
Conseillère
métropolitaine**Penser circuits courts pour
l'énergie aussi : Clermont-Ferrand
chef de file du projet européen
Urb-En-Pact**

Clermont Auvergne Métropole est à la tête d'un réseau des 8 villes ou territoires européens engagés dans le projet Urb-En Pact : Galati (Roumanie), Bialystok Functional Area (Pologne), CIM Alto Minho (Portugal), Palma di Montechiaro (Sicile, Italie), l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable (Rome, Italie), Ecofellows Ltd. (Tampere, Finlande), Elefsina (Grèce) et Rouen Normandie Métropole (France). Tous ambitionnent de devenir, d'ici 2050, un territoire à énergie positive.

La Métropole devra ainsi être en capacité de produire et fournir l'énergie nécessaire à sa population, ses services publics, ses entreprises, en incluant l'ensemble des citoyens dans cette boucle énergétique, durable et équitable, permettant d'établir une véritable économie circulaire à l'échelle de la métropole.

Au delà des enjeux techniques liés à la production énergétique, Urb-En Pact s'attachera à la sensibilisation de tous les consommateurs au niveau local pour les accompagner vers une prise de conscience globale. Atteindre l'objectif fixé par le projet Urb-en Pact suppose en effet que nombreux défis devront être relevés : comment et quand produire cette énergie et sur quel périmètre dans et autour de la métropole ? Quel mix énergétique faut-il choisir ? Comment distribuer le produit de ces différentes sources d'énergie ? Comment le stocker ? Comment renforcer les liens entre production et consommation d'énergie ?

Mardi 19 janvier**14.00 - 14.30****15.00 - 15.30****Organisme****Grand Narbonne****Intervenant****Jean-Marie Monie**, Élu à la transition écologique, Grand Narbonne**Osons la désimperméabilisation!**

Le Grand Narbonne s'engage pour désimperméabiliser les sols dans le cadre de sa démarche de transition écologique. Pour cela, il accompagne depuis début 2020, les communes souhaitant mener des travaux visant à rendre les sols plus perméables et à gérer l'eau de pluie au plus proche.

Les bénéfices sont multiples : réduction de l'impact des inondations et des sécheresses, de la canicule et augmentation de la biodiversité, avec une meilleure fonctionnalité des zones humides et des cours d'eau. Il s'agit aussi de limiter les investissements sur les canalisations d'eau.

Un groupement de bureaux d'étude bénéficiant d'une expertise pluridisciplinaire (aménagement, écologie, paysages, hydraulique, hydrologie...) a été retenu. Cette approche est complétée par l'intégration des travaux en matière de psychosociologie de la désimperméabilisation, menés au niveau national.

Suite à l'étude réalisée par le CEREMA de 2017 à 2019, le Grand Narbonne bénéficie d'une connaissance plus fine de la faisabilité technique de travaux.

Avec plusieurs partenaires techniques et financiers, tout particulièrement la DDTM, l'Agence de l'Eau RMC et le Département de l'Aude, des cofinancements allant jusqu'à 80% permettent d'œuvrer pour un territoire plus résilient, plus naturel et plus agréable à vivre.

13 maires parmi les 37 du Grand Narbonne ont déjà fait part de leur souhait de travailler sur le sujet. Il s'agira aussi de valoriser des expériences concluantes déjà conduites sur le territoire.

03

Mercredi 20 janvier**10.00 - 10.30****11.00 - 11.30****Organisme****Mission Ecoter****Intervenant****Pierre Hirtzberger,**Directeur général adjoint
du Syctom**Les fumées d'incinération,
potentiel énergétique et réservoir
CO₂**

Le Syctom, premier opérateur public européen de traitement des déchets ménagers possède 3 centres de valorisation énergétiques situés aux portes de Paris pour traiter annuellement 2,3 millions de tonnes de déchets. L'un d'eux, situé à Saint-Ouen sur Seine, fait l'objet d'importants travaux d'intégration urbaine et d'amélioration des performances environnementales.

Un programme de traitement sec des fumées d'incinération y est finalisé pour permettre une meilleure captation des polluants. En outre, la production d'énergie du site augmentera de 17 %, notamment grâce à une meilleure récupération de la chaleur des fumées par condensation.

Le Syctom a souhaité également travailler à la captation et à la valorisation du CO₂ contenu dans les fumées et a lancé un ambitieux programme international de R&D sur 4 ans qui sera expérimenté à Saint-Ouen sur Seine. L'objectif est d'utiliser le CO₂ des fumées pour faire croître des algues. Elles seront ensuite transformées en biomatériau comme le bioplastique. En phase d'études techniques et économiques, le centre d'incinération de Saint-Ouen servira de site d'expérimentation.

04

Mercredi 20 janvier**10.00 - 10.30****11.00 - 11.30****Organisme****Rurener****Intervenant**

Céline Seince,
 Coordinatrice
 européenne et chef de
 projet COLEOPTER,
 Rurener

Le dialogue, clé de mobilisation locale et résilience ?

La transition énergétique est l'affaire de tous, mais quel défi de mobiliser tous les acteurs à l'unisson ! La crise sanitaire du coronavirus a mis en lumière à quel point les solidarités sont importantes, et même vitales, pour préparer le monde de demain. Ce monde se prépare chaque jour, au travers d'engagements politiques, de projets territoriaux ou d'actions citoyennes individuelles et collectives. Les acteurs de la transition ne manquent pas, et les idées non plus, mais comment faire pour que la transition sorte du cercle des privilégiés, des convaincus ? Comment, par la transition, renforcer la cohésion territoriale et réduire les inégalités ? RURENER et ses partenaires européens en France, en Espagne et au Portugal se sont lancés dans l'aventure COLEOPTER, un projet cofinancé par le FEDER via le programme européen Interreg Sudoe et qui a pour ambition d'ouvrir le dialogue entre les acteurs territoriaux, autour de projets démonstrateurs publics d'efficacité énergétique. Le projet COLEOPTER vise à démontrer comment l'énergie est une porte d'entrée sur le développement rural et la résilience des territoires, et comment les projets publics peuvent être les moteurs du changement de pratiques et de comportements. L'un des piliers de l'approche repose sur l'animation d'espaces de dialogue, où les acteurs se réunissent non pas pour débattre mais pour co-construire. Co-construire un projet pertinent pour un avenir souhaitable.

05

Mercredi 20 janvier
10.30 - 11.00
Lundi 22 février
10.30 - 11.00

Organisme

SEM Yonne Énergie

Intervenant

Irène Eulriet, Directrice
 SEM Yonne Énergie

Filière hydrogène/gaz de synthèse : vers de nouveaux modes de valorisation des gaz issus du stockage des déchets

Comment éviter la perte des gaz de décharge ? Comment réduire leur action négative ? Est-il possible de les valoriser ? Le projet Hyaunais vient apporter une réponse à ces questions.

Hyaunais testera le couplage d'un système « power-to-gas » (P2G) à une unité de production de biogaz d'un site d'enfouissement de déchets.

De l'hydrogène produit à partir d'électricité verte intermittente sera combiné à du dioxyde de carbone (CO₂) issu d'un processus d'épuration du biogaz.

L'objectif est de fabriquer du méthane de synthèse, par méthanation biologique, et de l'injecter dans le réseau public de distribution.

Sous cet angle, les déchets créent de la richesse territoriale, dans la logique d'économie circulaire !

Cette session sera l'occasion de présenter le projet Hyaunais, son architecture et son ancrage local. Animée par un grand groupe et un syndicat départemental d'énergie, associant des petites et moyennes entreprises françaises et étrangères, bénéficiant du soutien des pouvoirs publics au niveau national et régional, elle sera l'occasion de détailler les étapes franchies pour le montage du projet et celles qui restent à parcourir en vue de sa réplique.

Seront illustrés ici un nouveau mode de diversification des sources d'approvisionnement du biogaz, ainsi que le rôle des collectivités locales dans des projets à fortes composantes technique et industrielle.

Mercredi 20 janvier**11.30 - 12.00****14.00 - 14.30****Organisme****Cambrésis Emploi****Intervenants****Nicolas Lebrun**, Chargé de projet, Cambrésis Emploi**Valérie Delay**, Directrice Cambrésis Emploi**Rénovation énergétique : anticiper sur son territoire la demande de travaux et les besoins de main d'œuvre**

Venez partager l'expérience SDP (Support de Dialogue Prospectif), développé sur le Cambrésis !

Le SDP, à la fois outil et méthode, a pour objectif d'anticiper les besoins en emplois et compétences, quantitativement et qualitativement, pour la rénovation énergétique des logements.

Le SDP permet de déterminer des ordres de grandeur (marchés et main d'œuvre) qui ont conduit à l'élaboration par les groupes de travail, de scénarios d'évolution des marchés et de l'emploi, liés à la rénovation énergétique. Développé par l'ADEME et ALLIANCE VILLES EMPLOI, déployé sur le Cambrésis avec l'appui de la CERC (Observatoire Régional de la Construction), de la DR ADEME et accompagné par Cambrésis Emploi (Maison de l'Emploi) pour la mobilisation des acteurs locaux, ce projet a permis de dégager des pistes d'actions pour accompagner l'ambition d'un programme de rénovation énergétique territorial volontariste : expérimentation de rénovations groupées..., mise en place d'un Guichet Unique de l'Habitat et déploiement d'un dispositif de d'accompagnement technique et financier des particuliers (dispositifs région Hauts de France)...

Méthodologie, facteurs de réussite, obstacles, cet atelier se veut interactif et pratique grâce aux échanges avec certains membres du consortium (ADEME, AVE, CERC, Cambrésis Emploi) et parties prenantes (représentants de collectivités locales), pour encourager l'essaimage de dialogues emploi compétence en lien avec la transition énergétique sur vos territoires.

07

Vendredi 22 janvier**09.00 - 09.30****10.00 - 10.30****Organisme****GreenAlp****Intervenants****Julien Robillard**, Chef de projet, GreenAlp**Chella Denizot**, Chef de projet, GreenAlp**Du service public de l'énergie au service personnel ? Comment donner du sens commun à la transition énergétique ?**

Les données sont utiles pour alimenter la planification de la transition énergétique. À Grenoble, GreenAlp, gestionnaire local de distribution, accompagne l'innovation technologique avec sa plateforme de recherches et développement sur les sujets " énergie " et donnée ". Le projet actuel est d'apporter son soutien à son concédant Grenoble Alpes Métropole pour proposer aux citoyens un service de la donnée énergie. La capitale des Alpes vise une réduction de 5% des consommations d'ici 2030 sur la base de la sobriété énergétique. Pour y parvenir, sensibiliser les acteurs publics, privés et citoyens ne suffit plus. Il est nécessaire aussi de les engager. Aussi, comment mettre en œuvre une telle mesure ? Comment rendre visible et concret ce nouveau service public ? Comment renforcer et massifier la capacité d'action d'un animateur tel qu'une ALEC ? Comment et quand mettre en regard les enjeux individuels et collectifs pour amorcer l'engagement ? VivaCité est un nouvel univers phygital qui fédère les acteurs locaux autour du service public local pour répondre à ces enjeux. Appelé sur Grenoble Metroénergies, il est ouvert en premier lieu au grand public, à l'énergie ainsi qu'à l'eau et s'appuie sur la solution VIVACITÉ qui outille l'ALEC38 pour massifier ses actions. Concrètement comment ça marche, qu'est-ce que ça permet de faire et en quoi l'expérience grenobloise est-elle répliquable ailleurs ? Pour en savoir plus et découvrir les atouts de VIVACITÉ, il faudra venir nous rencontrer.

08

Mardi 26 janvier**10.00 - 10.30****11.00 - 11.30****Organisme****Newheat****Intervenant****François-Xavier Sarda,**
Chef de Projet, NEWHEAT**Solaire thermique pour réseau de chaleur : un exemple d'intégration locale et de synergie public/privé**

L'énergie solaire thermique est une énergie vertueuse à faible empreinte carbone qui valorise le foncier, développe les emplois locaux et garantit la sécurité énergétique.

À travers son projet pour le réseau de chaleur de Pons, NEWHEAT propose de partager une expérience innovante ayant abouti à la construction d'une des plus grandes centrales solaires thermiques de France sur réseau de chaleur. Les participants découvriront l'historique du projet, ses points forts ainsi que les difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre.

Ce projet présente de nombreuses innovations :

- d'un point de vue technique, les 1800 m² de capteurs sur trackers couplés à un stockage de 1000 m³ permettent de produire 20 % de l'énergie consommée par le réseau,
 - d'un point de vue juridique, ce projet vient s'intégrer dans une DSP existante pour le service de chauffage urbain et vient se placer en producteur tiers externe de chaleur,
 - d'un point de vue financier, le projet s'inscrit dans une logique de relocalisation de la production de chaleur et est étroitement lié à son territoire. L'actionnariat de la société projet, partagé entre la société NEWHEAT, la SEM Energies Midi-Atlantique et la Ville de Pons, représente une véritable synergie entre acteurs privés et acteurs publics du territoire.
- Le projet de centrale solaire thermique de Pons est répliquable à l'échelle de toutes les communes dont la population dépasse 10 000 habitants et qui souhaitent devenir acteur de leur production énergétique.

09

Mardi 26 janvier**10.30 - 11.00****11.30 - 12.00****Organisme****Compagnie Nationale
du Rhône****Intervenants****Hélène Wagret**, Cheffe
de Projets Innovation,
CNR**Astrig Bénéfice**, Cheffe
de Projets Innovation,
CNR**Le photovoltaïque innovant
au fil de l'eau !**

Autonomie, proximité et solidarité : la territorialisation des problématiques associées au changement climatique est un levier puissant qu'il nous faut actionner. Deux thématiques majeures, l'énergie et l'eau, se rencontrent pour ouvrir une nouvelle porte : celle du solaire innovant au service de la transition énergétique des territoires. En effet, les plans d'eau de France, les rivières et les rives, du Rhône et d'ailleurs, les villes liées à une agriculture irriguée, sont des lieux privilégiés pour promouvoir des innovations photovoltaïques.

À notre table, nous parlerons solaire flottant sur bassin de rétention, solaire linéaire sur plusieurs kilomètres de digues ou de pistes cyclables, et évoquerons aussi l'agrivoltaïsme, où panneaux solaires se mettent au service des cultures agricoles pour limiter leur stress hydrique dans un contexte d'aléas climatique forçant.

La transition énergétique peut aujourd'hui être un moyen pour répondre aux défis rencontrés par les secteurs. Invitez les panneaux solaires autour de votre ville, pour y réhabiliter des cultures agricoles et permettre à l'agriculture péri-urbaine de s'installer ! Faites flotter l'énergie solaire pour donner une seconde vie à une ancienne carrière, tout en y invitant la biodiversité à s'installer durablement grâce à des refuges subaquatiques ! Intégrez le solaire dans nos villes et permettez aux citoyens de s'approprier le changement de demain.



10

Les nouvelles mobilités en milieu rural

Mardi 26 janvier

14.00 - 14.30

15.00 - 15.30

Présentation des actions innovantes permettant de développer la mobilité en milieu rural : hub de vie, mobilités douces, voies vertes, etc.

Organisme

**Communauté de
communes des Hauts
de Flandre**

Intervenant

Guillaume Dubrulle,
Chargé d'études mobilité,
AGUR

11

Mardi 26 janvier**14.00 - 14.30****15.00 - 15.30****Organisme****Communauté urbaine
de Dunkerque****Intervenant****Christelle Husni**, Cheffe
de projet Halle Digitale,
Communauté urbaine de
Dunkerque**Comment rater un atelier
de médiation numérique
autour des transitions ?**

Vous souhaitez organiser des ateliers de médiation numérique autour des transitions ? Venez échanger avec la Cheffe de projet Halle digitale de la Halle aux sucres. Elle vous racontera comment rater son atelier de médiation numérique autour des transitions. Mais, elle vous parlera aussi des trucs et astuces pour élaborer des ateliers simples, facilement duplicables dans vos tiers lieux, bibliothèques, écoles. Pour sensibiliser les publics aux transitions, la Halle aux sucres, équipement de la Communauté urbaine de Dunkerque, développe, depuis 5 ans, des actions de médiation numérique. Elles permettent de s'approprier les enjeux et les solutions liés aux transitions. En donnant un accès simple aux contenus digitaux elles permettent d'explorer des pratiques numériques. L'innovation, la créativité, la pratique collective sont encouragées. La médiation numérique favorise, ainsi, la participation et la mise en commun de savoir et savoir-faire multimédias autour des transitions.

En partant de l'exemple de l'atelier "Ozobot explore la transition" vous saurez tout sur un projet de médiation numérique autour de la transition énergétique. Ozobot, c'est un petit robot, équipé de capteurs optiques et de roues qui permet, dès le plus jeune âge, de s'initier à la programmation.

12

Mercredi 27 janvier**14.30 - 15.00****15.30 - 16.00****Organisme****Etudiants****Intervenants**

Emmanuel Latour,
Étudiant, co-auteur d'un
mémoire de recherche
sur les politiques
publiques de sobriété
énergétique à Emlyon
business school

Jonathan Vavre,
Étudiant, co-auteur d'un
mémoire de recherche
sur les politiques
publiques de sobriété
énergétique à Emlyon
business school et chargé
d'études énergie-climat,
NégaWatt

La sobriété énergétique, une politique en pleine croissance !

La sobriété énergétique est un levier encore peu sollicité et exploité pour la transition énergétique. Perçue négativement, associée à une perte de confort et en apparence incompatible avec la croissance économique, la sobriété énergétique est néanmoins indispensable pour atteindre les objectifs environnementaux et énergétiques fixés. Ce concept, s'il est porté collectivement par la politique publique - et à l'échelle des villes - peut être vecteur de bien-être et d'amélioration de la qualité de vie. Il s'agit néanmoins d'un processus qui remet en partie en cause le développement actuel des villes et des consommations. Les politiques publiques de sobriété énergétique dans les villes incitent à la mise en débat de nos besoins, et ce, par l'exercice de la pratique démocratique et de l'engagement citoyen.

Nous avons mené une étude de cas sur trois métropoles françaises (Lyon, Strasbourg et Rouen) afin d'étudier leur politique de maîtrise de consommation d'énergie. À l'aide d'une grille d'analyse conçue pour ce travail, nous avons mis en lumière l'état actuel des mesures engagées, réparties entre sobriété et efficacité énergétique. Une observation de ces actions - par le prisme de critères sectoriels et transversaux - nous a permis de révéler des facteurs limitants aux politiques publiques de sobriété énergétique actuelles. Enfin, nous avons esquissé des pistes de réflexions pour lever ces freins et penser la politique sobriété comme nécessaire et pertinente.

13

Mardi 2 février
11.30 - 12.00
Vendredi 5 février
11.30 - 12.00

Organisme

Atelier de
l'Environnement -
CPIE du Pays d'Aix

Intervenant

Olivier Benefice, Chef de
 projet - CPIE du Pays
 d'Aix

Des professionnels et des particuliers : rencontres de l'écoconstruction et de la rénovation

Dans le cadre de sa contribution au Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH), L'Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix anime depuis 2016 une Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique (PTRE) sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La question de la mise en relation entre porteurs de projets et entreprises, dans un cadre de confiance assuré par le SPPEH, afin de permettre un environnement favorable à la massification du marché de la rénovation de l'habitat, interroge les animateurs des PTRE depuis sa création.

Quel type d'évènement local pouvons-nous concevoir pour promouvoir la démarche de rénovation énergétique et les énergies renouvelables, stimuler le tissu économique de la rénovation, mettre en valeur les professionnels référencés, mieux connaître les partenaires, le tout à coûts maîtrisés ?

Après différentes expérimentations, nous avons lancé les rencontres écoconstruction et rénovation.

Ces évènements de proximité visent à faciliter les relations entre les particuliers, les professionnels du bâtiment et les conseillers du service public de la rénovation énergétique, en proposant un cadre d'échanges convivial, ouverts aux porteurs de projets ET aux porteurs d'offres.

Les dernières éditions ont réuni plus de 100 participants par jour.

Ce speed-dating sera l'occasion de préciser les spécificités et facteurs de réussite de cette action, ses limites, ses avantages, et finalement les retombées pour la plateforme.

14

Mardi 2 février
14.00 - 14.30
Vendredi 5 février
10.00 - 10.30

Organisme
Ville de Grenoble

Intervenant
Franck Mabillon, Chef du
 service Transition
 Énergétique, Ville de
 Grenoble

Quantifier le contenu carbone des projets pour mieux orienter nos choix

La Ville de Grenoble est engagée dans une politique bas-carbone. À ce titre, elle cherche à développer différents outils lui permettant de mesurer l'empreinte carbone de ses activités et compétences ainsi que celle de ses projets d'investissement. Elle a testé l'outil QuantiGES proposé par l'Ademe pour évaluer l'impact carbone de différents projets portant sur l'aménagement d'espaces extérieurs ou de bâtiments avec des résultats parfois surprenants ou contre-intuitifs. Forte de cette première expérience, elle développe méthodologie et outils, pour évaluer l'impact carbone de ses projets à leurs différents stades de maturation afin d'aider à éclairer les choix de la programmation pluriannuelle d'investissement.

15

Jeudi 11 février**10.00 - 10.30****11.00 - 11.30****Organisme****Suez****Intervenant****Olivier Montagnes,**Directeur par intérim de
la société de projet**La transition numérique et
écologique, le duo gagnant**

La digitalisation place les données au cœur de la prise de décisions, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. La collecte, le traitement et la valorisation des données deviennent donc cruciaux.

Dans le cadre du projet "Dunkerque, l'énergie créative", lauréat de l'initiative "Territoire d'Innovation" du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), l'axe stratégique portant sur la qualité de l'air implique la création d'une société de projet qui conçoit, développe et opère des outils uniques de suivi de la pollution de l'air en temps réel. Ces solutions visent à sensibiliser, accompagner et aligner les décisions relatives à la qualité de l'air des différentes parties prenantes - principalement les citoyens, les entreprises et les collectivités. Cet atelier permettra de partager avec les participants un retour d'expérience sur les premiers mois d'existence de la nouvelle société de projet en insistant sur l'état d'avancement du développement des solutions, les difficultés rencontrées et les prochaines étapes.

16

Jeudi 11 février

15.00 - 15.30

16.00 - 16.30

Organisme

Région Bretagne

Intervenant

Damien Dussut, Chargé
des politiques de MDE,
Région Bretagne

La Bretagne, région pionnière dans la mise en œuvre du SARE : un an de service

Avec 2/3 de son territoire couvert par le réseau Rénov'Habitat Bretagne, qui informe, conseille et accompagne les ménages dans tous leurs projets concernant l'énergie dans leur logement, la Bretagne était en discussion avec l'ADEME pour contracter un nouveau partenariat de co-financement de ce service, lorsque l'arrêté SARE a été publié.

Pour éviter la faillite des structures hébergeant les conseillers FAIRE, la Bretagne a été la première Région à signer une Convention de partenariat avec l'Etat et l'Ademe : le programme CEE " Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique " est mis en œuvre de manière opérationnelle depuis le 1er janvier 2020.

Nous retracerons le chemin parcouru depuis un an : animation du réseau des conseillers FAIRE, conventionnement avec les territoires, ateliers de co-construction du dispositif, etc.

Nous présenterons les résultats de cette première année, nous évoquerons les difficultés rencontrées, et tenterons de dresser les perspectives pour les années à venir.

17

Mardi 16 février**11.30 - 12.00****14.00 - 14.30****Organisme****Communauté
d'agglomération de La
Rochelle****Intervenant****Joffrey Perrussel**, Chargé
de la stratégie bas
carbone, Communauté
d'agglomération de La
Rochelle**Label zéro carbone : reconnaître
et valoriser une action de
transition**

Dans le cadre de sa démarche globale "Territoire Zéro Carbone", la Communauté d'Agglomération de La Rochelle propose une méthodologie pour reconnaître et valoriser les actions de réductions de gaz à effet de serre portées par des tiers. Un label en phase expérimentale que vous êtes invités à découvrir mais aussi à challenger au cours de ce temps d'échanges et d'enrichissement mutuel.

18

Mardi 16 février

14.00 - 14.30

15.00 - 15.30

Organisme

EnvirobatBDM

Intervenant

Frédéric Boeuf, Surya
Consultants

Les outils du confort d'été : pour une approche globale

Avec le réchauffement climatique et la hausse des températures, le traitement du confort thermique en période estivale devient un enjeu majeur. Il s'agit d'abord d'éviter au maximum le recours à des systèmes actifs de rafraîchissement. En effet, ceux-ci entraînent des consommations supplémentaires d'énergie mais aussi des fuites massives de fluides frigorigènes. Tous deux contribuent aux émissions de gaz à effet de serre et participent à l'aggravation du phénomène. Il s'agit aussi et surtout de réaliser des bâtiments confortables pour les occupants. Le rôle des concepteurs et des maîtres d'ouvrage est crucial. De nombreux aspects entrent en ligne de compte : contexte urbain, architecture bioclimatique, performance de l'enveloppe, stratégie de ventilation, réduction des apports internes, sensibilisation des usagers, ... Les outils ne manquent pas, mais nécessitent de faire appel à une réelle expertise et à une approche globale orientée usager. Car en matière de confort, une mauvaise intégration des préférences psychosocio-affectives peut mettre à mal toute l'approche technique élaborée en amont.

Ce speed-dating permettra ainsi à des porteurs de projets d'échanger avec un expert de la question, pour apporter des réponses concrètes nourries de retours d'expérience issus du terrain.

19

Lundi 22 février
09.00 - 09.30
10.00 - 10.30

Organisme
Bordeaux Métropole

Intervenant

Xavier Latortue, Chargé
 de mission rénovation
 énergétique, Bordeaux
 Métropole

AMO pour la rénovation en copropriété : retour d'expérience de Bordeaux Métropole

Le logement représente près de 30% de l'empreinte carbone des Français. Face à ce constat et à l'urgence climatique, il est impératif d'accélérer la rénovation d'un parc immobilier construit pour les 2/3 avant 1974 et la première réglementation thermique. Du fait d'une prise de décision collective, d'une technicité accrue, et d'un coût important, la rénovation des copropriétés est soumise à des contraintes fortes qui la rendent plus complexe celle de la maison individuelle. Afin de guider les copropriétaires dans la compréhension des enjeux de la rénovation énergétique, Bordeaux Métropole expérimente un accompagnement technique, financier et social au travers du financement d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage. Cet expert, qui est neutre et sélectionné par la Métropole, doit contribuer à accélérer le processus de décision des propriétaires et déboucher sur des travaux de rénovation ambitieux.

Ce programme a été lancé fin 2019 par Bordeaux Métropole, nous avons à cœur d'échanger sur le rôle et l'intérêt de l'AMO et son articulation avec les acteurs traditionnels. Seront également présentés les premiers résultats, les bonnes pratiques à intégrer pour le dimensionnement de la mission des AMO et le choix des copropriétés.

20

Jeudi 25 février**10.00 - 10.30****11.00 - 11.30****Organisme****ALEC Métropole
de Lyon****Intervenant****Thibaut Oustry,**
Responsable d'activité
ALEC Métropole de Lyon**La mobilisation des propriétaires
privés sur le thème de la
rénovation énergétique dans
l'espace public**

Au regard du constat partagé que les dispositifs actuels étaient peu incitatifs et engageants, l'opportunité a été d'explorer d'autres approches prometteuses et différenciantes issues du street-marketing.

L'atelier d'échanges permettra de synthétiser l'analyse des profils sociodémographiques et économiques des ménages ayant mené des travaux de rénovation énergétique puis de clarifier les objectifs de mobilisation selon une approche des stades d'accompagnement au changement. L'atelier permettra de synthétiser les résultats des entretiens semi-directifs avec des experts issus du monde de l'énergie mais également du monde du marketing ou du design de services.

Des pistes de lieux en lien direct avec le projet du ménage seront présentées. Enfin, un focus sera réalisé sur la démarche de design-thinking mise en place par la Métropole de Lyon qui a abouti à deux prototypes en cours de déploiement.

21

Mardi 2 mars**14.00 - 14.30****15.00 - 15.30****Organisme****Ville d'Échirolles****Intervenant****Emilie Rousset**, Chargée
de projet développement
durable, Ville d'Echirolles**OASIS - Observatoire pour
l'Analyse et le Suivi de l'Îlot de
chaleur et de la Surchauffe
estivale**

La Ville d'Echirolles développe actuellement un outil de diagnostic et d'aide à la décision visant à caractériser finement l'îlot de chaleur urbain (I.C.U) sur son territoire, et à définir une stratégie d'intervention pour la maîtrise de l'I.C.U et de l'inconfort thermique en période estivale.

Développé en collaboration entre un géographe-climatologue et les services de la Ville (Développement Durable et Pôle géomatique), l'outil OASIS, intégré au système d'information géographique, permet de visualiser à l'échelle du quartier des indicateurs de morphologie urbaine et l'I.C.U associé, mais aussi d'évaluer la vulnérabilité de la population, par une analyse croisée entre l'exposition à l'I.C.U et les données socio-démographiques.

À terme, il s'agit de définir pour chaque quartier des "objectifs cibles" en matière d'intensité de l'I.C.U, vers lesquels tendre en agissant sur les éléments de morphologie urbaine les plus influents au regard des situations rencontrées. Intégrés à l'outil, des indicateurs de suivi doivent permettre d'évaluer sur la durée l'impact des aménagements réalisés sur l'intensité de l'I.C.U associé, et d'adapter si nécessaire la stratégie retenue pour limiter le phénomène sur le territoire échirollois.

Lundi 8 mars**14.00 - 14.30****15.00 - 15.30****Organisme****Etablissement Public
Territorial Grand-Orly
Seine Bièvre****Intervenant****Flavien Maroote**, Chef de
Projet PCAET - CTE, EPT
Grand-Orly Seine Bièvre**Contrat de Transition Ecologique :
un partenariat Collectivité, Etat,
Entreprises**

Au travers de son Projet de territoire qui définit le projet politique, et du PCAET en cours d'élaboration, l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre s'engage dans la transition écologique avec la conviction ferme qu'elle ne sera possible qu'au travers de la mobilisation la plus large possible des acteurs du territoire. Le CTE a ainsi pour objet de réunir autour de la table des acteurs économiques désireux de mener des projets sur le territoire afin de contribuer à la dynamique lancée par les collectivités, en lien avec l'Etat.

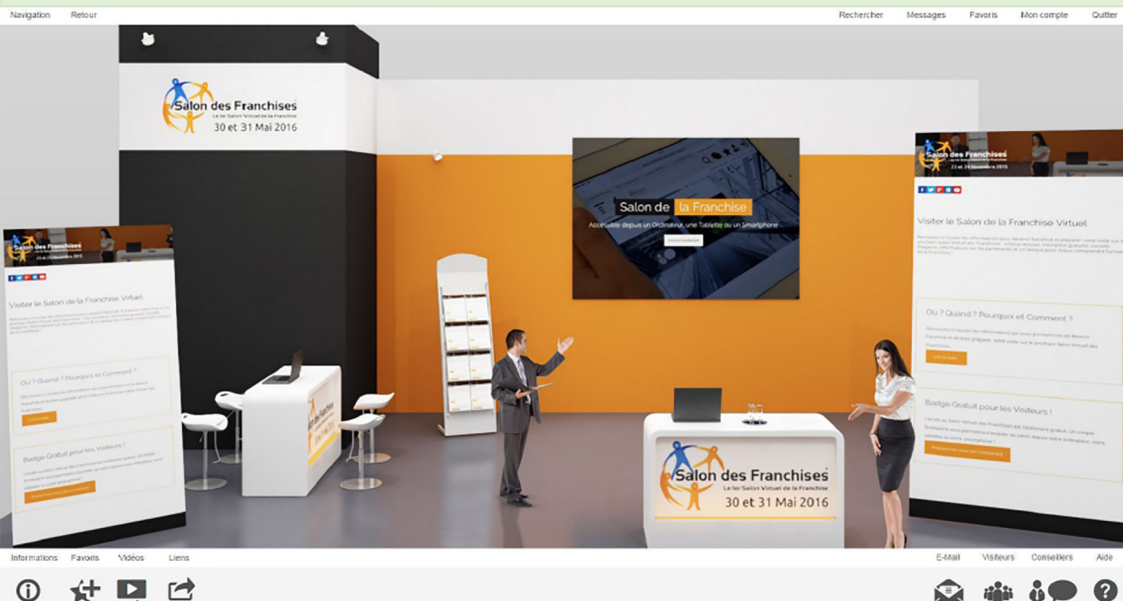
Il est structuré autour de trois fils rouges : soutien des filières ENR (Biodéchets, solaire), mobilité durable (GNV, verdissement flotte d'entreprises) et logistique (schéma). Le CTE est complémentaire au PCAET car il permet d'engager rapidement le passage à l'opérationnel sans attendre l'adoption définitive du plan. En effet, agir pour la transition écologique n'est plus une option et il est nécessaire de créer un espace regroupant les décideurs, les porteurs de projets et les financeurs.

C'est une première version qui pourra s'enrichir au cours des 3 prochaines années de nouveaux projets (hydrogène, stockage carbone) et qui renforcera la dynamique écologique et la volonté de transformer les activités économiques du territoire dans une trajectoire compatible avec l'urgence climatique.



LE SALON VIRTUEL DES ASSISES

100 % **DIGITAL**
& **GRATUIT**



Les Assises Européennes de la Transition Énergétique se digitalisent, son salon aussi ! Durant les 3 jours d'événement, retrouvez les stands des organisateurs et partenaires sur le salon virtuel des Assises.

Simple d'utilisation, le salon vous permettra de vous informer en téléchargeant gratuitement de la documentation mais également d'interagir en direct avec les exposants (via un chat écrit ou en visioconférence).

DÉCOUVREZ

**RENCONTREZ
& ÉCHANGEZ**

**DÉVELOPPEZ
VOTRE RÉSEAU**

**0 PAPIER
0 DÉPLACEMENT**

Retrouvez le salon virtuel des Assises sur :
www.aete.mon-salon-virtuel.fr



01

**Diffusion sur la
WebTV des Assises
Du 12 au 14 janvier**

L'économie circulaire en pratique : quand produire de la bière permet de produire du biométhane et de l'utiliser comme carburant

En association avec la Brasserie Goudale et Agriopale, **GRDF** vous propose de partir à la découverte du site de production de la bière Goudale, à Arques, en périphérie de St-Omer.

A côté de son activité première de brasserie, le site possède sa propre station d'épuration des eaux usées. Pour optimiser son process environnemental, à partir des boues de la STEP, la société Agriopale produit depuis juin 2020 du biométhane qui est injecté dans le réseau de gaz exploité par GRDF. A 200 m de là, le biométhane peut être utilisé sous sa forme carburant, le BioGNV, grâce à l'ouverture en septembre 2020 de la station BioGNV d'Arques. Cette station ouverte au public permet à tout véhicule roulant au gaz de disposer d'un carburant renouvelable, vertueux, made in France et qui plus est économique.

A travers cette visite, le cercle vertueux du gaz vert devient concret.

02

**Diffusion sur la
WebTV des Assises
Du 12 au 14 janvier**

Présentation du poste électrique de Grande-Synthe

Rôle de ce type de poste électrique dans l'alimentation de la zone.

RTE vous présentera le site et son rôle dans l'alimentation dans la zone, ainsi que les contraintes techniques, les évolutions technologiques et l'intégration du numérique.

**Diffusion sur la
WebTV des Assises
Du 12 au 14 janvier**

La Patinoire de Dunkerque, une référence en matière de performance énergétique

Équipement d'envergure, la nouvelle patinoire est une référence en matière de transition énergétique et de co-construction.

Imaginée avec les associations sportives, la patinoire fait l'objet d'un contrat de performance énergétique ambitieux pour un équipement classiquement très consommateur d'énergie. C'est toute la vertu du marché global de performance.

Cette visite est proposée par **ENGIE**.

**Diffusion sur la
WebTV des Assises
Du 12 au 14 janvier**

La Halle aux Sucres, un écosystème au service des transitions

Vivez avec nous l'expérience Halle aux sucres, lieu vivant de la ville durable !

La Halle aux sucres est un équipement innovant et ambitieux rassemblant dans un lieu unique les différents acteurs du territoire, experts de la ville durable. Nouvellement redessiné, il permet de renforcer les collaborations existantes, de tisser de nouvelles synergies et de construire des projets communs pour répondre aux défis de la ville durable. Nous vous proposons ce Learning Expédition filmé vous permettant de découvrir la **Halle aux sucres**, sa communauté d'acteurs, ses ressources et ses usages au service de la mise en transition du territoire Dunkerquois.

05

**Diffusion sur la
WebTV des Assises
Du 12 au 14 janvier**

Le réseau de chaleur de la Communauté Urbaine de Dunkerque : un réseau vertueux et innovant

Dalkia présente le réseau de chaleur innovant de Dunkerque, la réponse qu'il constitue dans les grands enjeux dans transition écologique et les différents travaux entrepris pour réduire significativement les émissions de CO2 sur le territoire.



À la découverte des métiers d'avenir
de notre territoire



01

**Date de diffusion
à définir****Rémy VERGRIETE**

Directeur développement
EDF

Xavier CORDIER

Chef de projets en charge
des Affaires Publiques
GRTgaz

Juliette PORRET

Ingénieur en efficacité
énergétique
GRDF

Aude HUMBERT

Cheffe de projet
développement
H2V Industry

Camille OHMANN

Ingénieure apprentie
H2V Industry

Animateurs**Claude CALESSE**

Directeur Opérationnel
Parc d'innovation Euraénergie

Et /ou

J-François RETIF

Responsable de la Fabrique
des compétences
Parc d'innovation Euraénergie

**Hydrogène, une filière d'avenir
pour une carrière prometteuse.**

Longtemps perçue comme une technologie "d'après demain", la filière Hydrogène connaît une accélération des innovations et des progrès techniques en France, qui bousculent notablement les entreprises, les métiers et les compétences associées.

Même si le développement de la filière hydrogène reste aujourd'hui un pari sur l'avenir, les enjeux pour l'industrie française sont très importants : indépendance énergétique, nouveaux usages, engagement vers un monde moins carboné, etc.

Le carrefour des Métiers souhaite mettre un éclairage sur l'Hydrogène pour attirer les jeunes et les personnes en recherche d'emploi vers cette filière d'avenir.

Des témoignages d'apprentis et de salariés permettront de faire entendre la voix des jeunes et d'appréhender leur expérience dans cette transition énergétique et écologique en écho aux interventions de nos experts invités pour ce rendez-vous.

EDF : Présentation de sa filiale HYAMICS partenaire des territoires et des industriels pour une production d'hydrogène bas carbone.

GRTgaz : Adaptation de l'entreprise et de ses métiers au contexte hydrogène (Projets MosaHYc, Emil'HY, HY Fene, Jupiter 1000).

GRDF : Evolution des activités de la distribution énergétique vers de nouvelles molécules – Zoom sur l'hydrogène (Projet GRHYD + Prospective hydrogène)

H2V : Implantation du futur site de production hydrogène à Dunkerque et présentation de sa nouvelle plateforme de qualification aux métiers de la production d'hydrogène (H2V Academy)

Date de diffusion à définir

Gwenaëlle POULINOT

Cadre RH en charge de
l'alternance
CPNE Gravelines - EDF

Serge MARTIN

Délégué territorial
ENEDIS

A confirmer

Responsable
d'exploitation
DALKIA

Quentin BARTHELEMY

Apprenti Ingénieur
DALKIA

Jérôme GOBLET

Apprenti Technicien
DALKIA

Animateur

Ricardo Sanchez

Responsable de département
Emploi
EEDK – Entreprendre
ensemble

Focus sur les métiers de la production, de la distribution et des services énergétiques

Notre société ne peut se passer d'énergie qu'il s'agisse de se déplacer, de se chauffer ou de travailler. Le secteur de la production et de la distribution énergétique, tout comme les services énergétiques, emploient aujourd'hui plus de 500.000 personnes en France.

De même, l'avènement des énergies renouvelables, le pilotage intelligent des installations, les actions en faveur de la sobriété énergétique et l'économie circulaire, permettent l'émergence de nouveaux métiers ou de nouvelles compétences.

Les perspectives d'emploi dans l'énergie et les énergies renouvelables sont importantes avec des perspectives de carrières prometteuses pour les étudiants et les demandeurs d'emploi.

Des témoignages d'apprentis et de salariés permettront de faire entendre la voix des jeunes et d'appréhender leur expérience dans cette transition énergétique et écologique en écho aux interventions de nos experts invités pour ce rendez-vous.

EDF : Présentation des métiers de la production d'énergie au sein du Centre Nucléaire de Production d'Electricité de Gravelines

ENEDIS : Présentation de la transition numérique des métiers d'ENEDIS pour le pilotage intelligent de son réseau de distribution d'énergie.

DALKIA : Présentation des métiers liés aux services énergétiques auprès des industriels et des territoires.

03

**Date de diffusion
à définir****Martine BIGEARD**

Responsable Emploi et
Territoire
Engie

Séverine LE MIERE

Directrice de CFA
Engie

Xavier CORDIER

Chef de projets en charge
des Affaires Publiques
GRTgaz

Ophélie DUBOIS

Ingénieure étude
Biométhane
GRDF

Animateur**Brahim HAMRA**

Directeur d'agence
Pôle Emploi Dunkerque

Focus sur les métiers de la production, de la distribution et des services énergétiques

Notre société ne peut se passer d'énergie qu'il s'agisse de se déplacer, de se chauffer ou de travailler. Le secteur de la production et de la distribution énergétique, tout comme les services énergétiques, emploient aujourd'hui plus de 500.000 personnes en France.

De même, l'avènement des énergies renouvelables, le pilotage intelligent des installations, les actions en faveur de la sobriété énergétique et l'économie circulaire, permettent l'émergence de nouveaux métiers ou de nouvelles compétences.

Les perspectives d'emploi dans l'énergie et les énergies renouvelables sont importantes avec des perspectives de carrières prometteuses pour les étudiants et les demandeurs d'emploi.

Des témoignages d'apprentis et de salariés permettront de faire entendre la voix des jeunes et d'appréhender leur expérience dans cette transition énergétique et écologique en écho aux interventions de nos experts invités pour ce rendez-vous.

ENGIE : *Présentation de la nouvelle stratégie d'accompagnement des jeunes aux métiers du Groupe Engie par la formation professionnelle.*

GRTgaz : *Présentation des métiers liés à l'exploitation, l'entretien et la commercialisation du réseau de transport de gaz naturel.*

GRDF : *Les métiers de la Méthanisation : études, dimensionnement, impact sur les réseaux et les postes de Gaz.*



ASSISES EUROPÉENNES
DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE®



Les rendez-vous « CITOYENS »

9 JANVIER > 30 JUIN 2021

*Ensemble,
relevons le défi !*



SPECTACLES - BALADES - ATELIERS - FILMS
JEUX - CONFÉRENCES - EXPOSITIONS

Suivez toute l'actualité du OFF sur
www.assises-energie-off.net

Dunkerque
Grand Littoral

BORDEAUX
MÉTROPOLE

Grand Genève

ADENE
AGENCE
NATIONALE
DE L'ÉNERGIE

Programme OFF

Assises européennes de la transition énergétique

DU 9 JANVIER AU 30 JUIN 2021

PARTOUT SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE !

Afin d'associer la population dunkerquoise aux 22^e Assises européennes de la transition énergétique, la Communauté urbaine de Dunkerque a lancé **un appel à projets** à destination des structures associatives. Objectif : construire ensemble un **programme de manifestations** destinées à sensibiliser, **mobiliser et accompagner les habitants sur la voie de la transition écologique tout en préservant le pouvoir d'achat.**

29 structures réparties sur l'ensemble du territoire dunkerquois ont répondu à l'appel et proposent une **trentaine de manifestations pour tous les publics** : sorties, ateliers, concerts, conférences, stages, lecture ...

**Il y a forcément un événement
près de chez vous !**

Pour le savoir, rendez-vous sur le site
www.assises-energie-off.net

Compte tenu du contexte sanitaire, les dates et jauges de publics sont susceptibles d'évoluer. Nous vous invitons à consulter régulièrement le site du OFF afin de vérifier le calendrier des manifestations. Nous vous remercions pour votre compréhension.

Les partenaires :

4Ecluses - Maison de l'environnement de Dunkerque - AGUR - Courtil des Simples - CPIE Flandre maritime - Virage Energie - Enercoop Hauts de France - GOELAND - Le Théâtre de la Licorne - CUD - Expressions - Label Epicerie - Maison pour la Science en Nord-Pas-de-Calais - Halle aux sucres - Détentez-vous - Maison de quartier de l'Île-Jeanty - Centre Socio-Culturel l'Estran - Territoire Europe - Eco'Cap - ULCO/Master EGEDD - Lycée Jean Bart - Rotary Club Dunkerque Horizons - Adele - Electro Libre - DK'Watt - Ville de Coudekerque-Branche - JDGraphiste - Spark - Bateau Feu.

REMERCIEMENTS

**La Communauté urbaine de Dunkerque remercie
toutes les personnes et les structures
qui l'ont accompagnée pour réaliser cette édition 2021.**

Les trois autres co-organisateurs :
Bordeaux Métropole, le Grand Genève et l'ADEME.

Les partenaires financiers nationaux et régionaux.

Les associations, fédérations et l'ensemble des partenaires réseaux.

Les acteurs académiques, techniques et institutionnels
du Carrefour des métiers.

Les associations, entreprises et collectivités organisatrices
d'événements du OFF.

L'ensemble des proposant (près de 300) pour la richesse
de leurs contributions au programme.

L'ensemble des intervenants présents du 12 au 14 janvier.

L'agence RP CARREES (relations presse).

L'agence INDDIGO (programmation).

L'agence MEDIATIVY (scénographie).

Les journalistes et partenaires presse.

L'ensemble des équipes de la Communauté urbaine de Dunkerque
dont les équipes de production audiovisuelles de CorsaireTV.

NOS PARTENAIRES MÉDIAS



WE DEMAIN



Éco121



ENVIRONNEMENT
O MAGAZINE.FR

ENVIRONNEMENT
magazine

ENVIRONNEMENT
TV

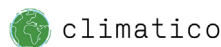
mat
environnement



Journal de l'environnement



smart
city



HYDROGENIUM
LE MAGAZINE DE TOUTS LES HYDROGENES

ENERGIE RECRUTE



La Communauté urbaine de Dunkerque remercie l'ensemble de ses partenaires pour leur engagement dans la réalisation de la 22^e édition des Assises européennes de la transition énergétique



ORGANISATION ET COORDINATION GÉNÉRALE :

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE

Martine Monborren

martine.monborren@cud.fr

www.assises-energie.net



#AssisesTE